



RÉPUBLIQUE FRANCAISE
DÉPARTEMENT DE CÔTE D'OR

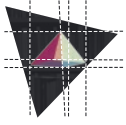
Commune d'ETEVAUX

Carte Communale

1 - Rapport de Présentation

*Carte Communale approuvée par délibération du
Conseil Municipal le 16 décembre 2009*



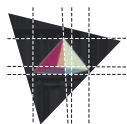


PREAMBULE

Le Conseil Municipal d'Etevaux a décidé de doter la commune d'une Carte Communale. Cette procédure est l'occasion pour la commune d'entreprendre une réflexion sur son développement et l'aménagement de son espace, tout en faisant intervenir une large concertation locale.

Conformément à l'article R. 124-2 du Code de l'Urbanisme, le présent rapport de présentation :

- « 1°- Analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique;
- 2°- Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L110 et L 121-1, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées (...);
- 3°- Evalue les incidences des choix de la carte communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur. »



S O M M A I R E

PREMIERE PARTIE : Exposé du diagnostic, analyse de l'état existant et perspectives d'évolution ...7

- 1. Situation géographique et administrative d'Etevaux 9
- 2. Contexte socio-démographique d'Etevaux..... 13
- 3. Etat initial de l'environnement, contexte paysager et organisation urbaine.....31

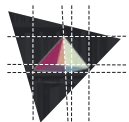
DEUXIEME PARTIE : Parti d'aménagement et dispositions de la Carte Communale49

- Objectifs et justifications des choix d'aménagement.....51

TROISIEME PARTIE : Parti d'aménagement et dispositions de la Carte Communale... 63

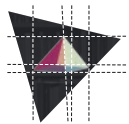
- 1. Prise en compte de l'environnement 65
- 2. Mesures prises pour la préservation et la mise en valeur des sites et de l'environnement .. 73

QUATRIEME PARTIE : Justification par rapport aux contraintes supra-communales ..77

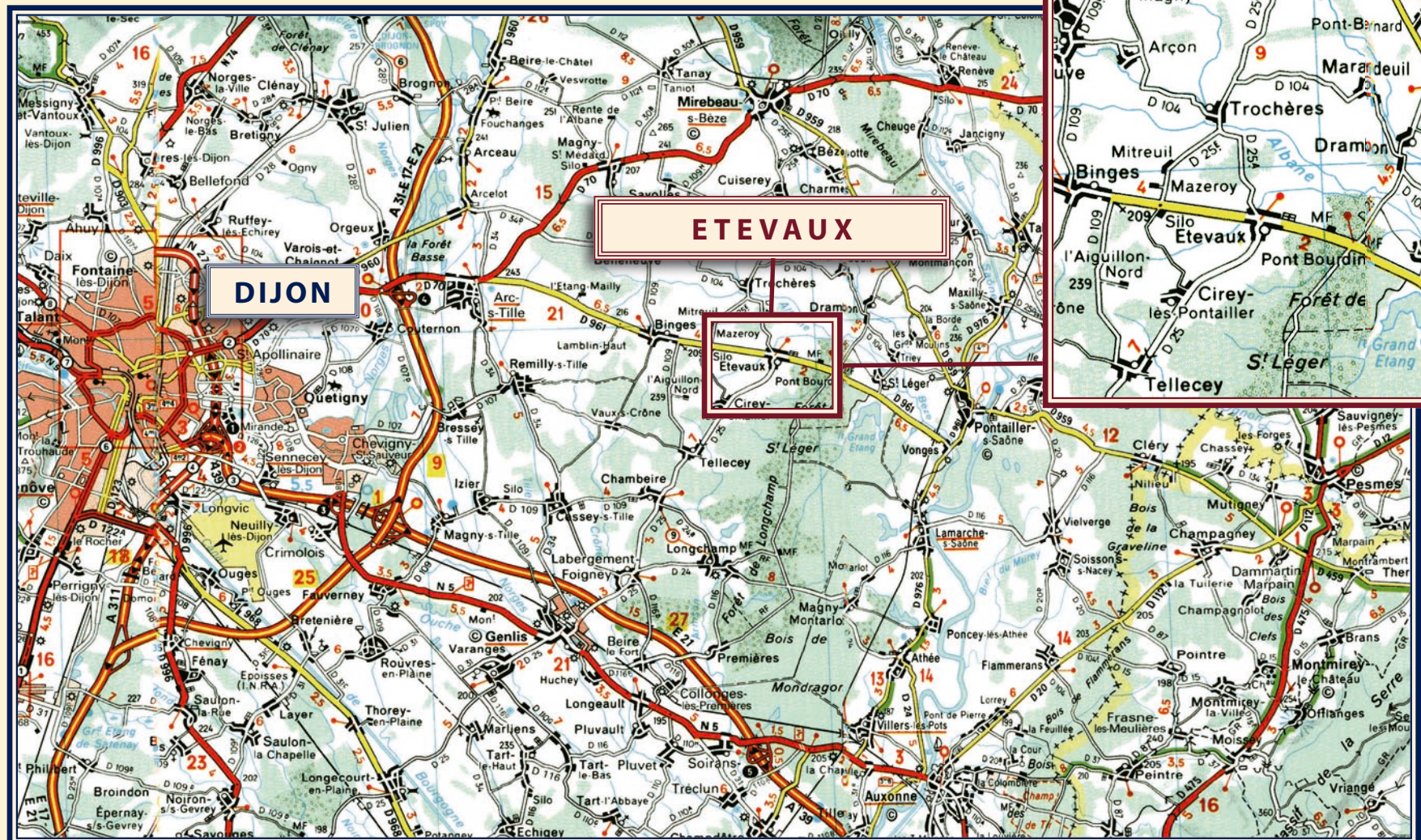


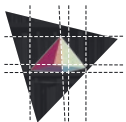
P R E M I E R E P A R T I E

EXPOSÉ DU DIAGNOSTIC, PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ET ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL



1.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIVE DE LA COMMUNE D'ETEVAUX





La commune d'Etevaux dans le rayonnement de l'agglomération dijonnaise

La commune d'Etevaux vue du ciel

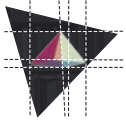


La commune d'Etevaux, un village bourguignon dans l'aire d'attractivité de l'agglomération dijonnaise

La situation géographique de la commune d'Etevaux démontre la vitalité de la campagne bourguignonne qui compte près de 2 000 bourgs de moins de 3 500 habitants.

Située le long de la RD 961, à une vingtaine de kilomètres à l'est de Dijon, la commune d'Etevaux appartient au canton de Pontailler-sur-Saône et à l'arrondissement de Dijon. Elle se trouve dans l'aire d'attractivité de l'agglomération dijonnaise. Cette localisation pousse les communes à maîtriser leur développement pour améliorer leur cadre de vie et à préserver la qualité de vie de leurs habitants. La concrétisation de ces deux enjeux fondamentaux permet de renforcer l'attractivité du territoire communal.

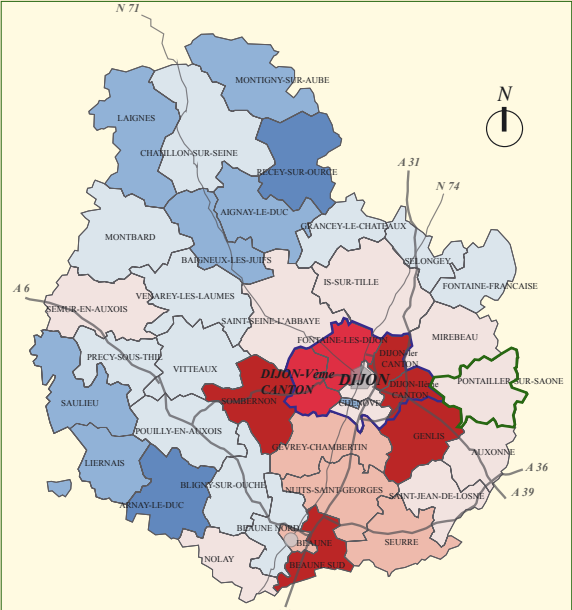
La situation géographique de la commune d'Etevaux lui permet également de dégager des qualités paysagères, environnementales et patrimoniales fortes qui sont le creuset de l'identité communale. Construire l'image d'une commune «où il fait bon vivre et venir» est un enjeu essentiel pour toucher au coeur de la vitalité du village.



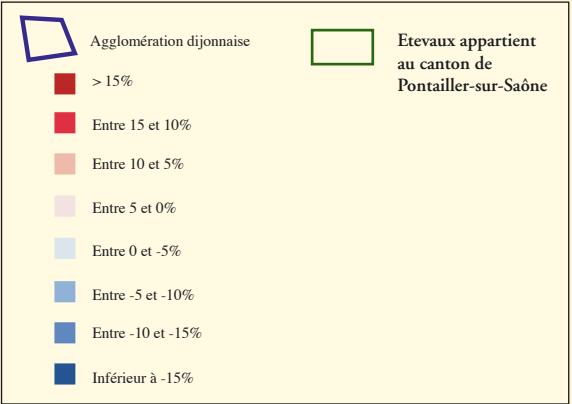
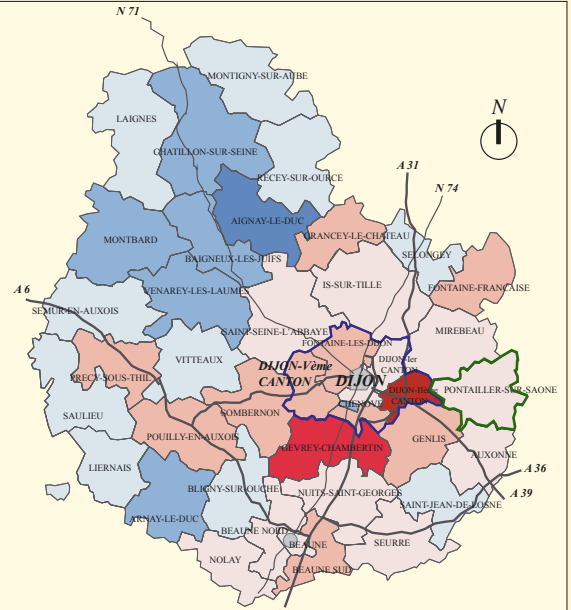
1.2 CONTEXTE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE D'ETEVAUX

Evolution de la population pour chaque canton de Côte d'Or

Entre 1982 et 1990

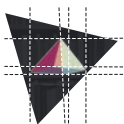


Entre 1990 et 1999



Evolution de la population dans le contexte départemental et cantonal de l'agglomération dijonnaise

	Population en 1975	Population en 1982	Population en 1990	Population en 1999	Evolution 1975-1999 en %	Evolution 1990-1999 en %
ETEVAUX	165	206	247	259	56,97%	4,63%
Dijon-Ier canton	7 366	9 243	10 902	11 125	51,03%	2,05%
Dijon-IIème canton	13 767	19 305	23 744	27 371	98,82%	15,28%
Fontaine-les-Dijon	16 139	26 900	30 424	32 412	100,83%	6,53%
Chenôve	38 876	36 740	35 482	35 318	-9,15%	-0,46%
Dijon-ville	151 705	140 942	146 703	149 867	-1,21%	2,16%
Total agglomération dijonnaise	230 320	236 929	251 603	260 843	13,25%	3,67%
Agglomération dijonnaise hors dijon	78 615	95 987	104 900	110 976	41,16%	5,79%
Département Côte d'Or	456 070	473 548	493 866	506 755	11,11%	2,61%



Une évolution démographique favorable à l'agglomération dijonnaise et aux territoires proches des axes routiers et autoroutiers

Une croissance démographique issue du phénomène de péri-urbanisation

Avec une évolution de 7 % en 20 ans, la croissance démographique de la Côte d'Or peut être qualifiée de dynamique. A titre de comparaison, le Jura, département voisin, n'a évolué que faiblement avec une hausse de 3 %.

Cette hausse démographique en Côte d'Or est fortement liée au fort solde naturel des principales villes du département. Celui-ci dépasse les 10 % à Dijon.

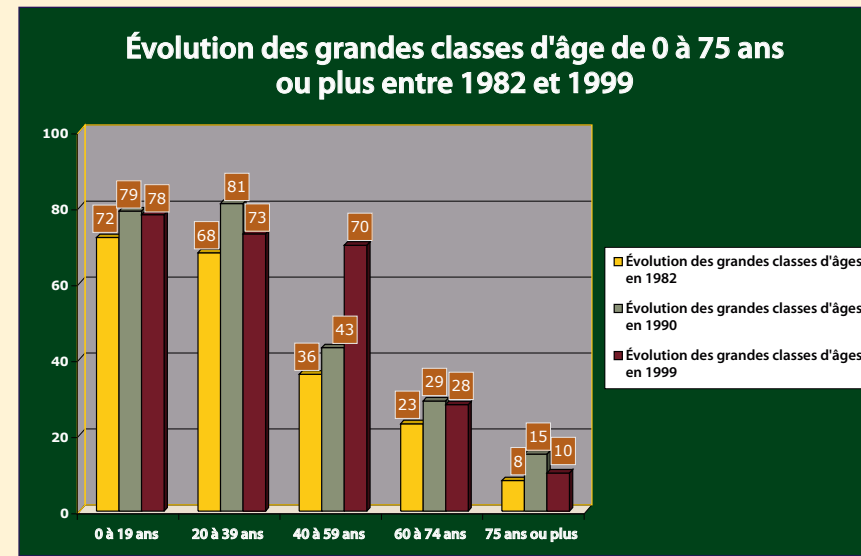
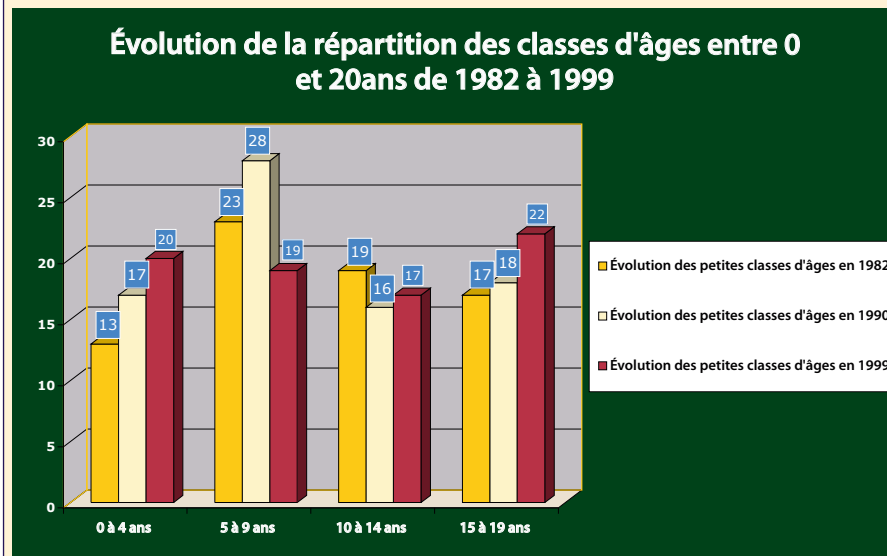
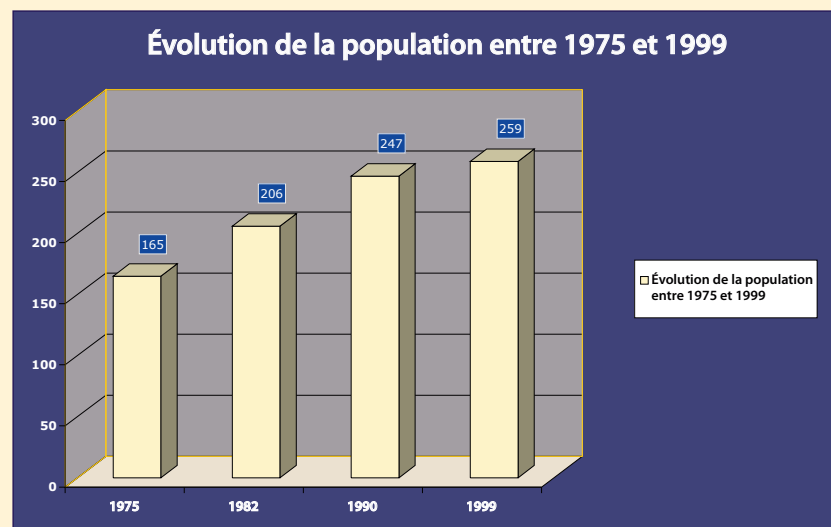
Le solde migratoire du département est de - 0,3 % sur les vingt dernières années. Il est cependant proche de 4 % à Dijon pour la même période. Concrètement, ces chiffres signifient que bien qu'ayant une croissance démographique de 7% en 20 ans, environ 8 000 habitants ont quitté l'agglomération dijonnaise pour la grande couronne de la capitale régionale.

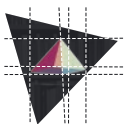
Ceci a été rendu possible par le renforcement de l'accessibilité des territoires grâce à la généralisation de l'automobile et à l'amélioration des moyens de communication. Cette meilleure accessibilité autorise une dissociation sans précédent du lieu de travail et du domicile. Ainsi, de plus en plus de personnes préfèrent aujourd'hui s'installer dans **un cadre de vie de qualité «à la campagne»**.

Une vitalité démographique qui touche les cantons situés à proximité de l'agglomération dijonnaise

En raison du phénomène de péri-urbanisation, les cantons du «Grand Dijon» (c'est-à-dire les territoires qui ceignent l'agglomération dijonnaise) connaissent une forte vitalité démographique avec une croissance de leur population de 10 à 28 % entre 1982 et 1999 - soit deux à quatre fois supérieure à la croissance de la Côte d'Or ou de Dijon. A la périphérie de cette couronne, les cantons de Is-sur-Tille, Mirebeau ou Pontallier-sur-Saône bénéficient également de la venue de nouvelles populations mais leur croissance démographique, comprise entre 6% et 7,5%, est moindre. ***La maîtrise de la croissance démographique constitue un enjeu majeur pour ces territoires en raison de leur position géographique attractive.***

Dans ce contexte, les communes doivent se positionner par rapport au type de croissance souhaitée. En effet, cette question soulève des enjeux fondamentaux en termes de vitalité et de qualité de vie. L'appareil commercial, les services ou encore la vie associative, ainsi que les qualités paysagères d'un village sont liés à des caractéristiques démographiques telles que le nombre d'habitants, le type de population ou encore sa vitesse d'accroissement.





La dynamique démographique d'Etevaux

Etevaux, une commune qui profite de la dynamique démographique du «Grand Dijon»

La population du canton de Pontailler-sur-Saône a vu sa population augmenter au cours des trente dernières années. Ce sont l'ensemble des petites communes rurales du canton qui ont le plus bénéficié de **la dynamique démographique du «Grand Dijon»**.

Ainsi, au début des années 70, la commune d'Etevaux comptait 165 habitants et s'établit à 247 en 1990. Dans les années 90, la commune d'Etevaux continue de bénéficier des potentialités démographiques offertes par sa position géographique. Sa population augmente et compte 259 habitants en 1999 et 288 habitants (en 2004 au dernier recensement).

La courbe d'évolution de la population pose la problématique d'une «croissance démographique» maîtrisée pour renforcer la vitalité de la commune d'Etevaux, avec **l'arrivée d'une population jeune représentant un nouveau souffle pour le village**.

Un objectif de croissance démographique maîtrisée pour accroître la «tonicité démographique» de la commune d'Etevaux

La réalisation d'un **objectif de croissance démographique maîtrisée sur une quinzaine d'années** renforcerait la vitalité du village. Plus qu'une augmentation de la population, c'est le maintien, en valeur absolue, des moins de 20 ans qu'il faut rechercher pour garantir «l'indice jeunesse». Ce sont précisément les plus jeunes qui animent et dynamisent la vie du village.

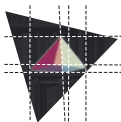
Par rapport à son potentiel d'accroissement démographique, la commune d'Etevaux doit donc s'interroger sur son devenir en terme de vitalité sans renier la qualité du cadre de vie.

*Taille des ménages en 1990 et en 1999 à Etevaux
et dans son environnement départemental et
cantonal*

	Nombre de personnes par logements en 1990	Nombre de personnes par logements en 1999
ETEVAUX	3,13	2,78
Dijon-Vème canton	2,63	2,62
Dijon-Ier canton	2,83	2,60
Dijon-IIème canton	2,99	2,76
Fontaine-les-Dijon	2,64	2,42
Chenôve	2,74	2,51
Dijon-ville	2,10	1,86
Total agglomération dijonnaise	2,34	2,10
Agglomération dijonnaise hors dijon	2,77	2,55
Département Côte d'Or	2,24	2,09

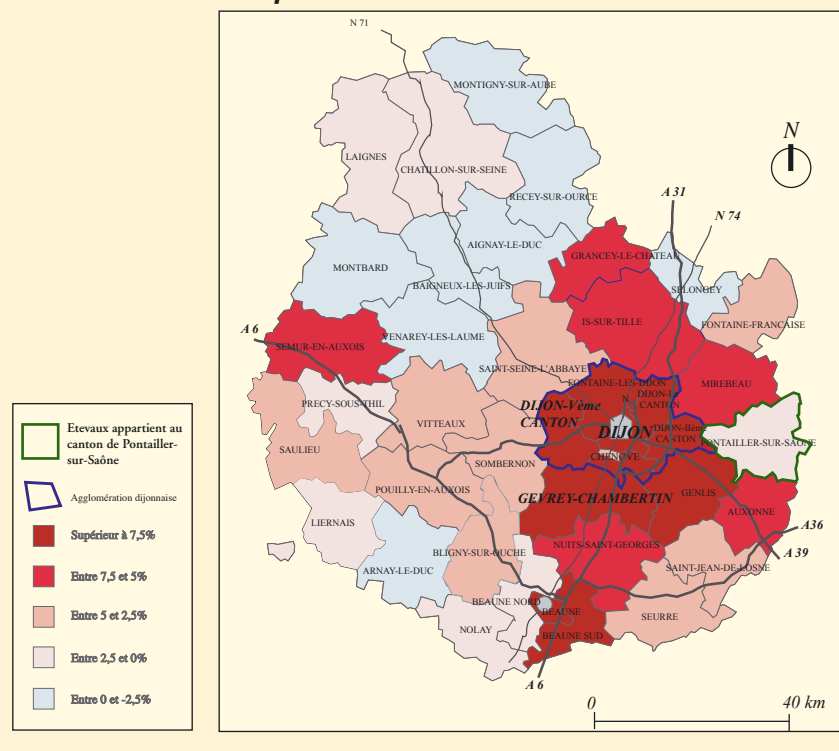
Evolution du nombre de logements dans le contexte départemental et cantonal

	Nombre de logements en 1990	Nombre de logements en 1999	Evolution 1990-1999 en %	Résidences principales en 1990	Résidences principales en 1999	Evolution 1990-1999 en %	Résidences secondaires en 1990	Résidences secondaires en 1999	Evolution 1990-1999 en %	Logements vacants 1990	Logements vacants 1999	Evolution 1990-1999 en %
ETEVAUX	88	97	10,2%	79	93	17,7%	4	0	-100,00%	5	4	-20,00%
Diion-Ier canton	3 846	4 271	11,1%	3 685	4 103	11,3%	65	60	-7,69%	96	108	12,50%
Diion-IIème canton	7 929	9 914	25,0%	7 644	9 571	25,2%	64	99	54,69%	221	244	10,41%
Fontaine-les-Dijon	11 523	13 368	16,0%	10 938	12 594	15,1%	222	192	-13,51%	363	582	60,33%
Chenôve	12 941	14 087	8,9%	12 460	13 380	7,4%	136	112	-17,65%	345	595	72,46%
Diion-ville	69 721	80 755	15,8%	63 880	71 334	11,7%	1 903	1 995	4,83%	3 938	7 426	88,57%
Total agglomération dijonnaise	107 613	124 210	15,4%	100 035	112 643	12,6%	2 529	2 548	0,75%	5 049	9 019	78,63%
Agglomération dijonnaise hors diion	37 892	43 455	14,7%	36 155	41 309	14,3%	626	553	-11,66%	1 111	1 593	43,38%
Département Côte d'Or	220 538	242 282	9,9%	189 147	209 213	10,6%	16 926	15 834	-6,45%	14 465	17 235	19,15%



Une croissance de l'habitat supérieure à celle de la démographie

Evolution du nombre de logements pour chaque canton de la Côte d'Or entre 1990 et 1999



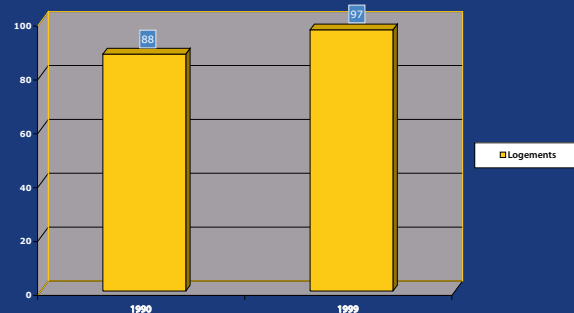
Une courbe de l'habitat à la fois liée à la croissance démographique et déconnectée

La problématique de l'habitat constitue un élément moteur de la vitalité des communes de la Côte d'Or. Cette problématique est indissolublement liée à celle de l'évolution démographique. C'est l'offre d'habitat qui détermine les possibilités de rester dans une commune ou de venir s'y installer.

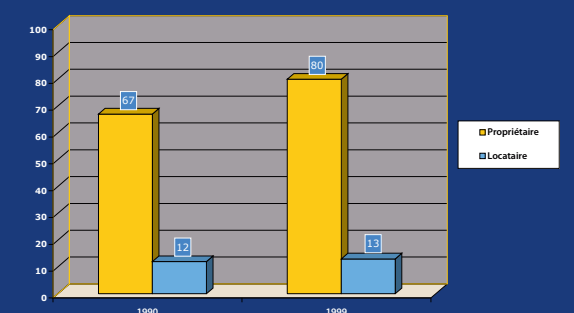
La dynamique départementale de l'habitat est très forte avec une progression de 10% du parc de logements. Ce sont les grandes agglomérations, comme Dijon (+16%) qui soutiennent cette dynamique.

Cependant, il faut constater que même si la courbe des logements est indexée à celle de la population, la croissance de l'habitat est supérieure. Ceci est dû à la diminution de la taille des ménages, elle-même liée à l'allongement de la durée de la vie.

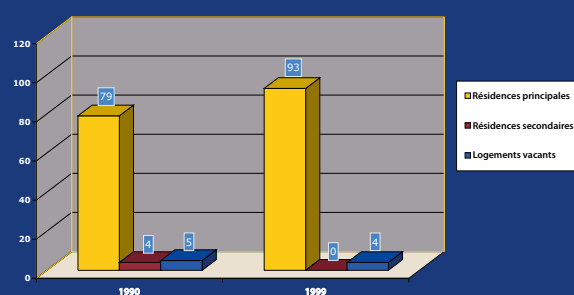
Évolution globale du parc entre 1990 et 1999



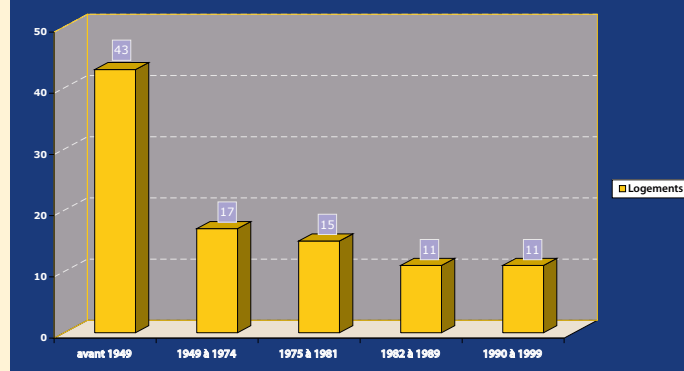
Type d'occupations : Évolution entre 1990 et 1999



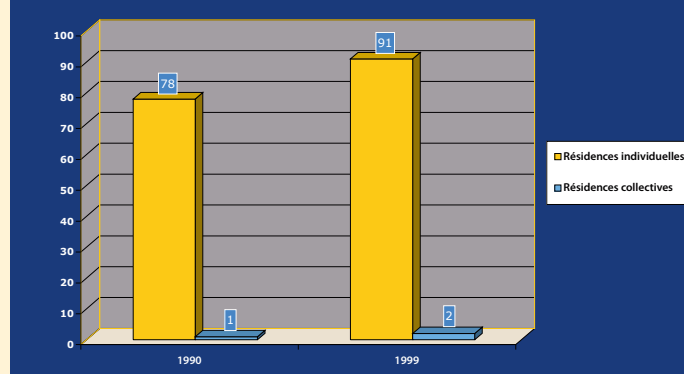
Statut des logements : Évolution du parc entre 1990 et 1999



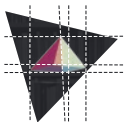
Date de construction des logements



Types de résidences : Évolution entre 1990 et 1999



Un parc dominé par la maison individuelle en accession à la propriété



Etevaux face à la structuration de l'offre d'habitat

Développer une offre d'habitat diversifiée : un élément moteur pour la vitalité de la commune d'Etevaux

Du fait de sa situation géographique attractive en périphérie de l'agglomération dijonnaise, la commune d'Etevaux a vu s'accroître son parc de logements de façon significative ces dix dernières années. Le parc de logements a en effet augmenté de 10% entre 1990 et 1999.

De plus, Etevaux est avant tout une commune de résidence avec un parc de propriétaires de 88,7% (en 2004). La solution locative est très peu présente, c'est un risque pour le renouvellement des familles habitant la commune.

A l'avenir, l'évidence des dernières décennies va perdre de sa pertinence et imposera de concevoir une nouvelle «palette d'offre» en habitat. Aujourd'hui, l'itinéraire résidentiel des ménages fait que l'accession à la propriété se fait plus tardivement. Ainsi, sans une offre locative recalibrée, les jeunes ménages seront amenés au moins pour une étape, de trouver «la» solution dans l'agglomération dijonnaise.

Développer une offre d'habitat significative et diversifiée constitue donc un enjeu majeur pour Etevaux en termes de vitalité. En effet, l'accroissement du nombre de logements, tout comme l'augmentation des **logements locatifs qui génèrent la venue de populations jeunes et renouvelables, sont essentiels pour renforcer la vitalité de la commune.**

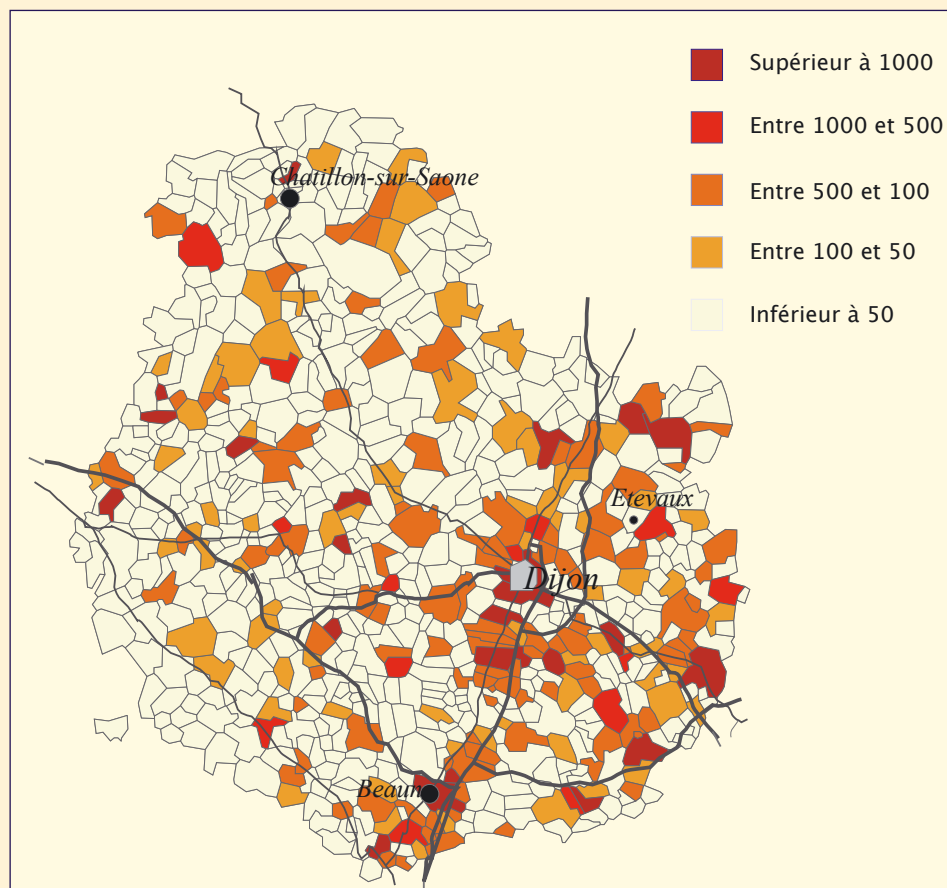
Une augmentation de l'offre qualitative de logements d'ici 2015 pour répondre aux objectifs démographiques

Avoir un objectif ambitieux de vitalité démographique nécessite la mise en place d'une réelle politique de l'habitat par la commune d'Etevaux.

En terme quantitatif et pour répondre aux objectifs démographiques fixés, il **sera nécessaire de générer une offre qualitative de logements d'ici 2015.**

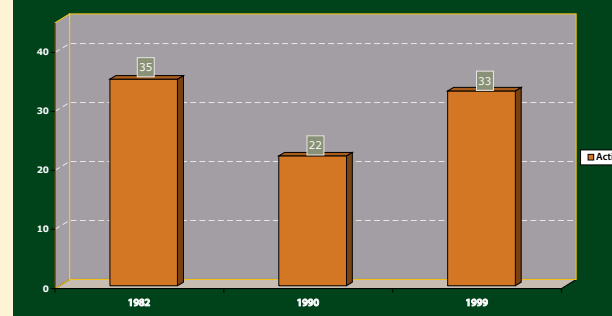
En terme qualitatif, il est nécessaire de mettre en oeuvre les moyens qui permettront de développer l'offre locative pour assurer un développement équilibré du territoire communal. L'augmentation du nombre de logements locatifs génère en effet la venue de populations jeunes et renouvelables essentielles pour la vie du village. La réalisation d'une offre de logements locatifs permet à la commune d'Etevaux de **proposer une solution aux ménages dans la première étape de leur itinéraire résidentiel** : les jeunes couples ont besoin de louer un logement avant de pouvoir accéder à la propriété.

Répartition du nombre d'emplois par commune en Côte d'Or en 1999

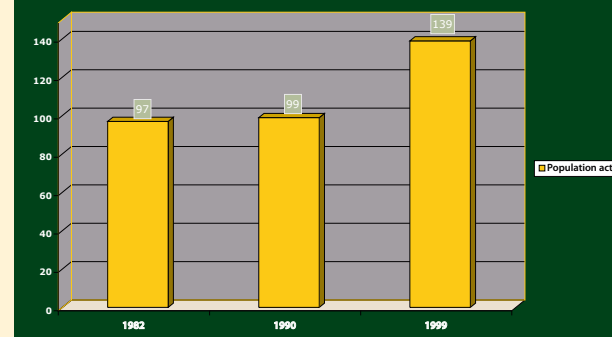


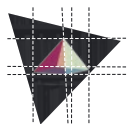
Une croissance de la population active qui s'explique par la proximité de Dijon

Actifs travaillant dans sa commune de résidence entre 1982 et 1999



Population active : Évolution de 1982 à 1999





Une évolution de l'emploi structurée autour des grandes agglomérations

Une dynamique économique qui induit une polarisation de l'emploi

Au niveau départemental, l'évolution globale de l'emploi démontre un territoire en bonne santé économique. Cette vitalité économique repose essentiellement sur une polarisation de l'emploi dans les grandes agglomérations.

Le rapport emplois/actifs donne la mesure de la polarisation de l'emploi. En Côte d'Or, la ville de Dijon présente un rapport équivalent à 1,5.

Confrontée à la carte de l'évolution démographique, la croissance de l'emploi démontre que la relation domicile-travail s'établit dans un cercle de plus en plus large. Il y a une déconnexion entre le lieu de travail et le lieu de résidence.

La capacité démographique n'est donc plus directement liée à sa capacité à créer de l'emploi sur son territoire, mais elle est liée étroitement aux rapports avec le bassin d'emplois d'une grande agglomération.

La commune d'Etevaux s'inscrit dans le bassin d'emplois de l'agglomération dijonnaise

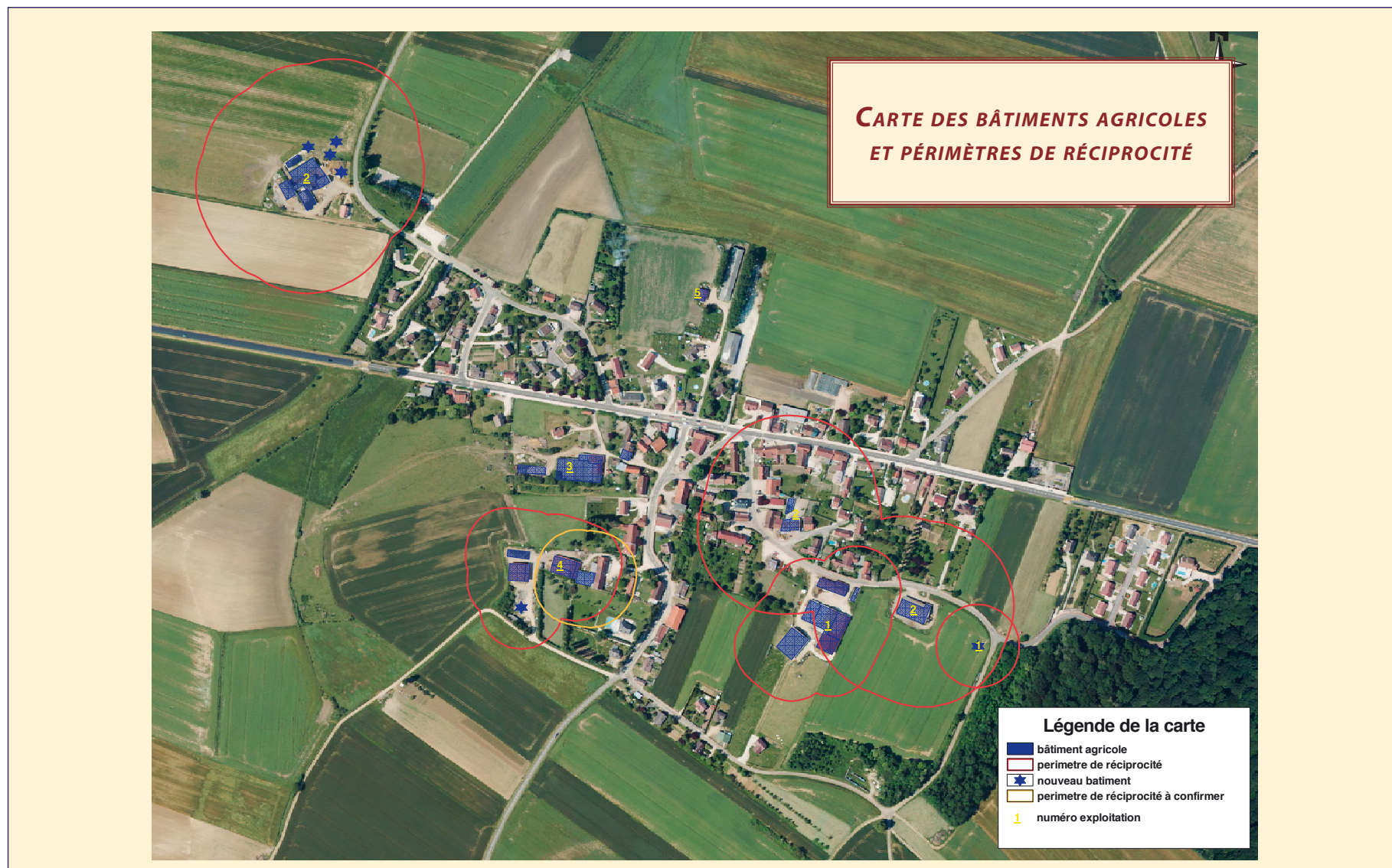
La commune d'Etevaux s'inscrit dans un «territoire social» structuré autour du pôle constitué par l'agglomération dijonnaise. ***Ce territoire fédère une communauté d'habitants qui vit et habite dans un cercle de 45 minutes en périphérie de la ville de Dijon.***

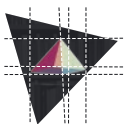
L'analyse de la dynamique du territoire départemental démontre le poids et le rôle moteur du bassin d'emplois de l'agglomération dijonnaise.

Ainsi, à l'échelle de la commune d'Etevaux, le nombre d'emplois est de 50 en 1999. Le nombre d'emplois sur la commune est assez significatif pour une commune de cette taille.

Au regard du rapport Emplois/Actifs équivalent à 0,36 à Etevaux, les chiffres montrent bien qu'il y a de plus en plus de salariés qui travaillent hors du territoire communal.

La commune d'Etevaux s'inscrit dans un bassin de vie élargi : «le Grand Dijon». Ceci pose la problématique des flux et des transports.





Le rôle fondamental de l'agriculture pour pérenniser le caractère rural d'Etevaux

L'agriculture, une activité économique au service de la gestion environnementale et paysagère d'Etevaux

Le visage actuel de la commune d'Etevaux résulte, pour l'essentiel, de la mise en valeur agricole du territoire. C'est l'activité agricole qui, au fil des siècles, a commandé l'implantation puis l'évolution du village, a structuré les paysages par la délimitation d'espaces ouverts, aménagés et entretenus de manière spécifique, a fixé les conditions d'évolution de la faune et de la flore sauvages sur le territoire ...

Cette histoire s'est poursuivie jusqu'à présent et le rôle primordial que joue l'activité agricole dans l'entretien de l'espace, l'animation de la commune et la création de paysage fait aujourd'hui l'objet d'une reconnaissance de plus en plus large.

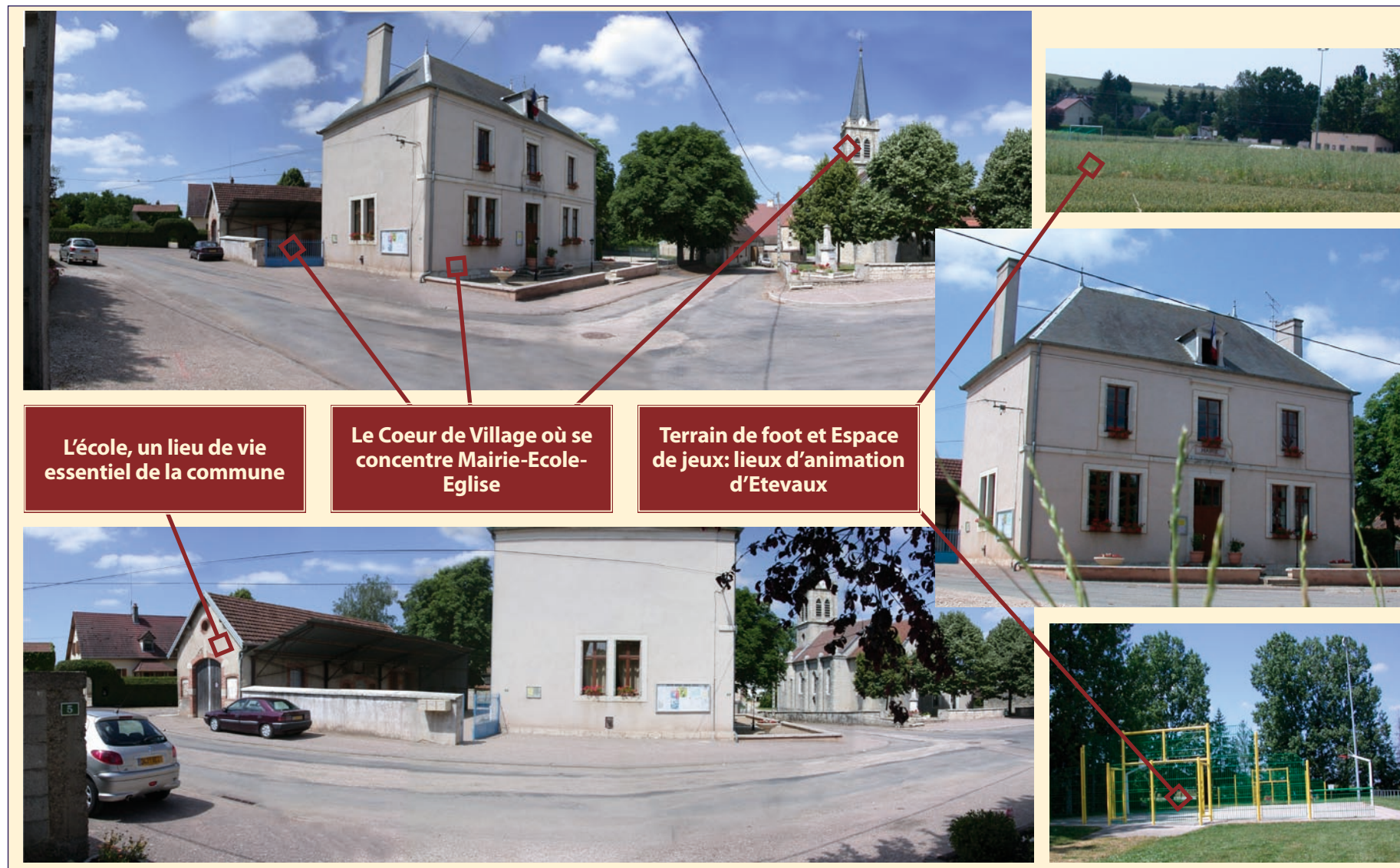
Mais celle-ci ne doit pas faire oublier que l'agriculture est avant tout une activité économique. Sa pérennité repose fondamentalement sur la viabilité économique des exploitations. Or, les conditions économiques qui régissent l'activité agricole sont pour l'essentiel déterminées à l'échelon européen. Il n'en demeure pas moins que la carte communale doit préserver la dimension agricole de son territoire.

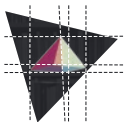
Etevaux, un territoire de tradition agricole face à une pression foncière de plus en plus forte

La commune d'Etevaux est un territoire qui conserve une véritable vocation agricole. La place de l'agriculture dans l'identité villageoise doit être préservée par rapport aux risques de pressions urbaines et aux infrastructures qui les accompagnent. Celles-ci font perdre peu à peu du terrain aux terres réservées aux activités agricoles.

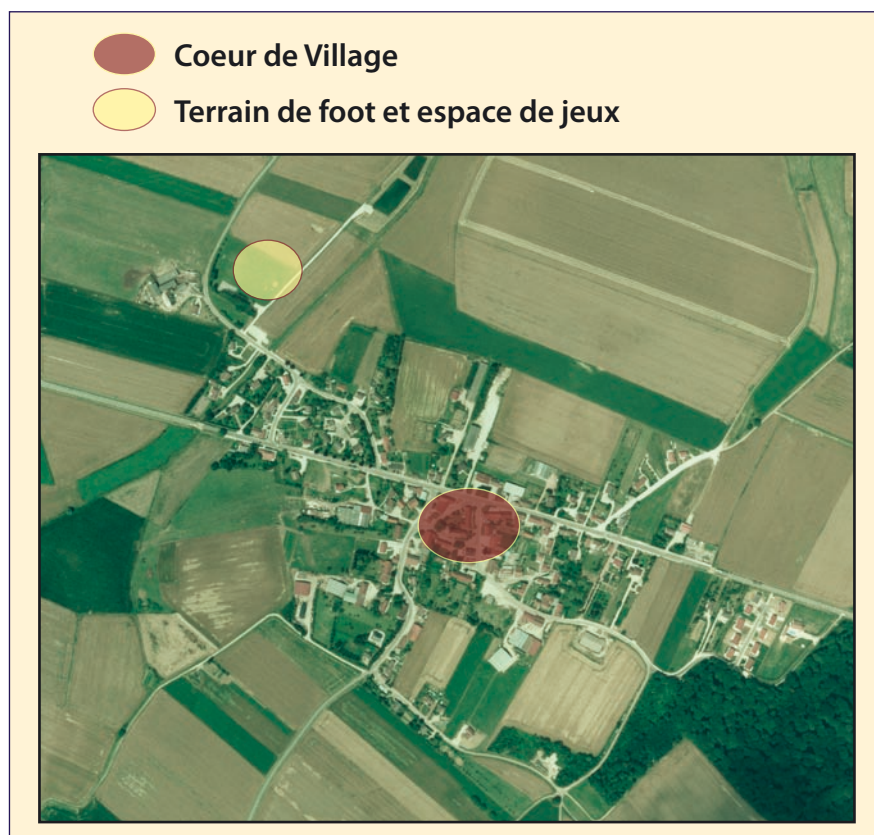
On dénombre sept exploitations sur le territoire communal, toutes situées dans le village ou à proximité immédiate. En majorité, ces exploitations se consacrent à la polyculture et à la culture céréalière. La superficie de l'espace agricole est actuellement de 465 ha.

Face à la pression foncière et à la croissance urbaine du village, **la carte communale doit pérenniser les conditions favorables au développement de ces dernières exploitations.** Sinon, le village risque de perdre sa tradition agricole.





Les équipements, les services et la centralité d'Etevaux



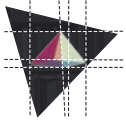
Etevaux, une commune où les équipements et les services sont réduits au minimum

Les services à la population sont des éléments moteurs de l'animation du territoire. Ils représentent l'âme de la vitalité locale.

La commune d'Etevaux ne bénéficie pas de ces équipements qui assurent des services de proximité (bureau de poste par exemple). Les habitants sont obligés d'aller dans les communes voisines pour trouver ces services.

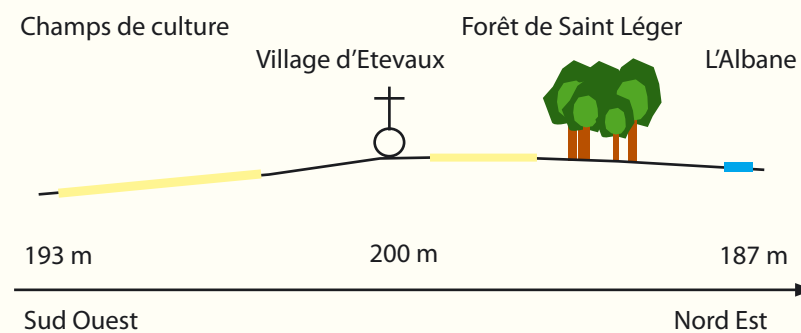
Les rares services à la population présents répondent aux besoins scolaires, notamment par la mise en place d'une école primaire.

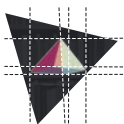
Les équipements scolaires sont le reflet de la vitalité des communes. En effet la dynamique démographique permet à chaque commune de conserver les effectifs de ses classes et d'éviter les fermetures.



1.3 CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL, PAYSAGER ET ORGANISATION URBAINE

Carte topographique d'Etevaux





Etevaux, une topographie qui offre des horizons au regard



Etevaux, un village qui s'inscrit dans une topographie de plaine

La commune d'Etevaux est caractérisée par sa topographie très plane : l'altitude ne varie que de 186 mètres pour son point le plus bas à 228 mètres pour le plus haut.

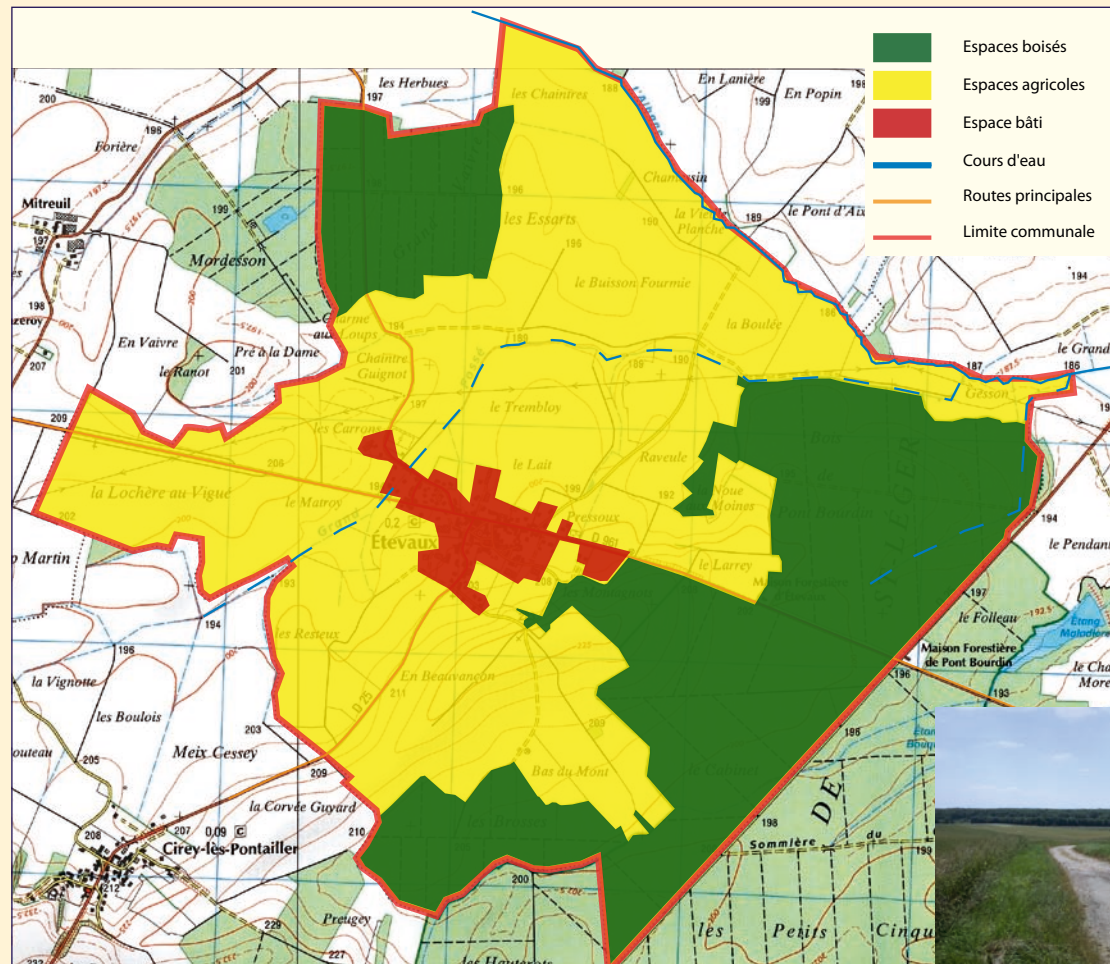
Le village installé dans la plaine à l'est de Dijon, est traversé par l'Albane, cours d'eau longeant la limite du ban communal au Nord-Est. L'Albane est un affluent de la Bèze, elle-même affluent de la Saône.

La commune d'Etevaux offre un caractère rural et campagnard qui confère une grande paisibilité au lieu.

Cette dernière caractéristique est particulièrement forte à Etevaux, elle marque le véritable contraste avec la dimension urbaine de l'agglomération Dijonnaise.

L'enjeu de la Carte Communale est de conserver l'inscription de la commune d'Etevaux dans son site qui est au coeur de son harmonie paysagère.

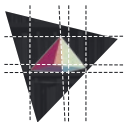
Carte d'occupation du sol d'Etevaux



Les terres agricoles occupent une majeure partie de l'espace communal

Les forêts et bosquets sont très présents et brisent la monotonie de la plaine





Etevaux, une occupation du sol qui se caractérise par la forte présence de l'agriculture

Etevaux, l'image de la campagne bourguignonne, un cadre champêtre qui est au coeur de son attractivité



La prédominance des terres de cultures et l'importance de la forêt sur le ban communal d'Etevaux

L'inscription d'Etevaux dans son site est rythmée par la topographie des lieux, mais également par la simplicité des éléments qui composent l'occupation du sol.

La moitié de la superficie de la commune d'Etevaux est essentiellement consacrée aux champs de culture, qui donnent une «image campagnarde» au village. Une grande partie Est et Sud-Est du ban communal est occupée par la Forêt domaniale de «Saint-Léger» et on retrouve la présence d'un bois («Grand vaivre») au Nord Ouest du territoire.

L'enjeu de la Carte Communale est de préserver la dimension agricole de la commune.



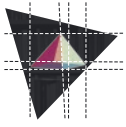
**L'arbre au coeur de
l'harmonie paysagère
d'Etevaux**

Un regard qui porte au loin sur le patrimoine naturel

**Paysage de plaine ondulée où
alternent des espaces de grandes
cultures et des bois.**



**Les espaces boisés : un
patrimoine et un écosystème à
protéger**



Les contraintes environnementales et paysagères

Les grands composants du paysage des espaces naturels

La situation d'Etevaux dans la plaine lui offre des vues larges et souvent panoramiques. Mais cette horizontalité est parfois atténuée par la végétation qui permet d'avoir une alternance espaces ouverts et espaces boisés, ce qui diversifie le paysage communal.

Que ce soient des forêts, des bois, des haies, ... la présence de l'arbre anime et donne du relief au paysage.

La notion de paysage fait intervenir celle de territoire, d'identité, de ressources, de patrimoine, d'environnement, de pratiques sociales, d'économie et de culture. Elle s'appuie également sur des caractères sensibles, induits par la perception des dimensions de l'espace, des points de repères, des textures et des couleurs.

Etevaux, des espaces naturels sensibles et une biodiversité à préserver

La commune d'Etevaux n'est pas concernée par des périmètres de protection ou d'inventaire des espaces naturels (ZNIEFF, Natura 2000, etc.).

Les champs de culture sont en eux-mêmes d'une faible diversité, mais de nombreux bosquets et haies constituent des habitats et des repères paysagers. Leur protection et leur valorisation sont un enjeu important pour la commune d'Etevaux.

①



Du Nord (1) au Sud (2), Etevaux bénéficie d'interfaces végétales qui limitent l'impact visuel des constructions depuis l'extérieur (4)

②



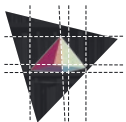
③



Certaines des exploitations agricoles sont installées en périphérie du village (2). Elles ne bénéficient pas d'une aussi bonne intégration que les habitations, en raison d'un rideau végétal inexistant

④





Etevaux, l'inscription du village dans son site

① point de vue sur le village (cf. photos ci-contre)



Etevaux, une harmonie paysagère qui repose sur un dialogue Bâti/Espace naturel

Les entrées de la commune d'Etevaux doivent beaucoup de leur qualité à l'écrin de verdure qui sert d'interface paysagère entre l'espace naturel et les extensions urbaines.

La qualité du cadre paysager de la commune révèle un potentiel de valorisation paysagère.

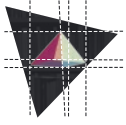
L'enjeu de la carte communale est de préserver la forme urbaine d'Etevaux pour assurer son développement durable.

Age du bâti d'Etevaux

Autour d'un noyau historique dense, des extensions récentes se sont développées sans lien, sans cohérence et qui allongent le village

- Noyau Historique
- Extensions récentes
- Extensions récentes de type lotissement (opération d'ensemble)





L'organisation et le développement urbain d'Etevaux

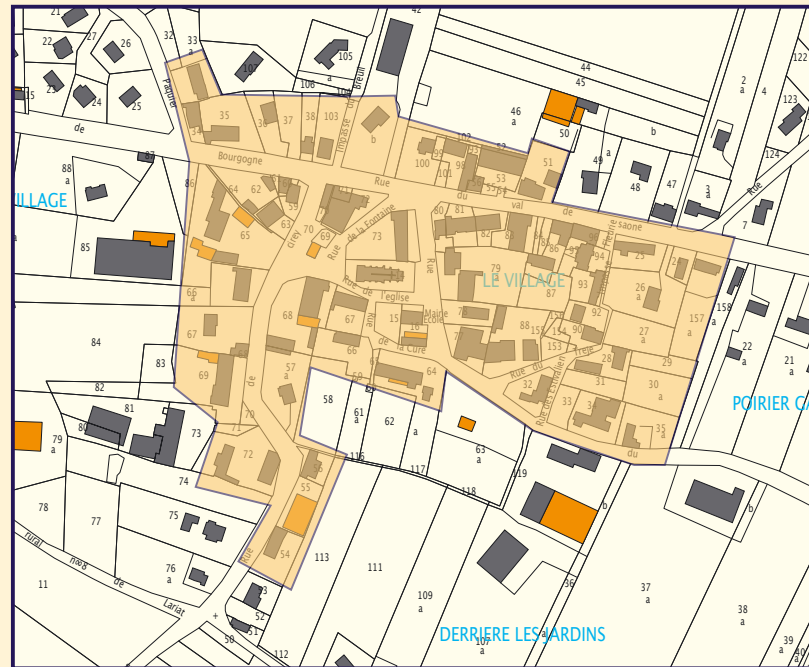
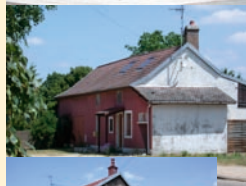
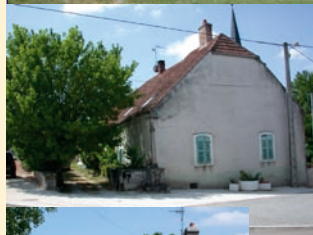


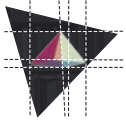
**Le coeur du village s'organise
autour de l'église, de la mairie,
de l'école et du lavoir.**



Le développement urbain de la commune d'Etevaux est resté modéré et n'a que très peu altéré la qualité de l'inscription du village dans son site.

Néanmoins, les extensions de ces dernières années ont fort allongé la taille du village le long de l'axe principal (la Route Départementale 961). Dans certains cas, elles se sont même implantées à distance du bâti existant (lotissement à l'entrée du village à l'Est).





La morphologie urbaine et l'architecture du centre villageois d'Etevaux

Hétérogénéité architecturale au sein du noyau historique



De l'implantation autour de l'église au village-rue

Le village se caractérise par sa structure de village-rue qui se distribue de part et d'autre de la RD961. Le tissu bâti s'organise en effet de façon dense de chaque côté de la rue principale. A l'origine, le village s'est implanté autour de l'église et l'urbanisation s'est développée le long de l'axe principal. Ce sont des constructions de deux niveaux en général.

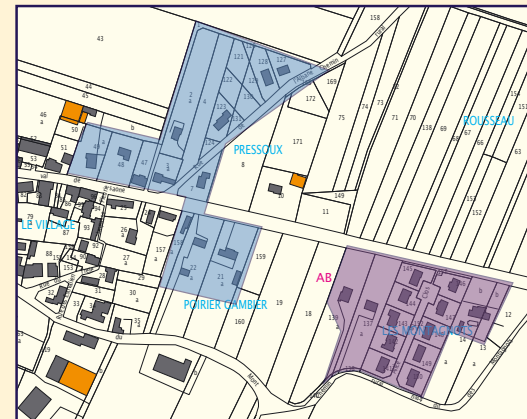
Stopper l'étalement urbain est aujourd'hui une nécessité. Par une réflexion sur l'ouverture à l'urbanisation des espaces, il est possible de combler les espaces vides et de revenir à une forme plus compacte, plus proche de la forme originelle.



Extension à l'Ouest du village



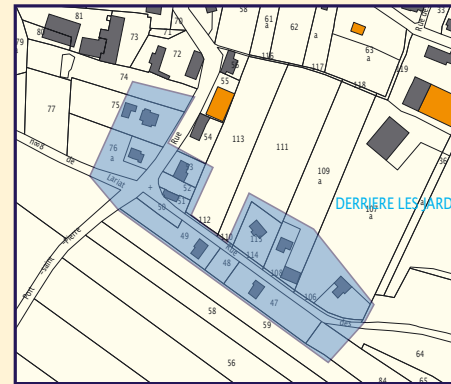
L'organisation aérée des extensions urbaines contraste avec la densité du village



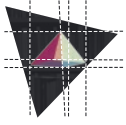
Extensions à l'Est du village



Extension au Sud du village



Certaines des extensions urbaines se sont réalisées sous forme de lotissement : taille de parcelles proches, implantation au centre avec néanmoins des différences architecturales dues aux époques de construction



La morphologie urbaine et l'architecture des extensions récentes d'Etevaux

L'évolution récente du village réalisée sous différentes formes

Depuis les années 70, la reprise démographique (commune à beaucoup de villages) s'est traduite par l'implantation de plusieurs lotissements dans la commune. Cette évolution a permis à la commune de retrouver son niveau démographique d'avant l'exode rural de la moitié du 19^e siècle.

Le modèle exclusif que l'on retrouve dans le village est la maison individuelle issue de cette vague de lotissements. La volonté de s'isoler de ses voisins et de l'espace public se traduit par une implantation en milieu de parcelles. S'il est possible d'observer des différences architecturales suivant l'époque, la forme urbaine ne varie guère. Le tissu est donc aéré et fait une place importante aux jardins et espaces libres.

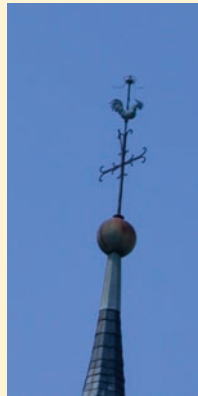
La vocation d'habitat individuel domine très largement.

Le village compte également des extensions aux deux extrémités du village ancien, constituées d'implantations plus anarchiques.

Les enjeux de la Carte Communale

Le village ancien bénéficie d'une certaine homogénéité urbaine qu'il est souhaitable de maintenir. Ainsi, concernant l'évolution du bâti, la Carte Communale se doit de :

- Eviter le mitage
- Intégrer de la meilleure façon les futures extensions urbaines au tissu existant
- Préserver la silhouette paysagère de la commune

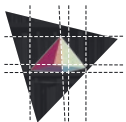


Etevaux possède, comme beaucoup de communes, un petit patrimoine au fondement de son identité rurale.

La présence des exploitations agricoles, au coeur même du village, renforce cet aspect.

PERENNISER LE CARACTERE RURAL D'ETEVAUX





Un petit patrimoine et un caractère rural au coeur de l'identité d'Etevaux

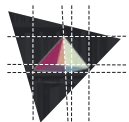
**Une nature omniprésente dans le
coeur même du village**



Etevaux, un patrimoine qui fonde le caractère du village et la paisibilité du lieu

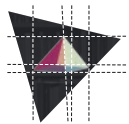
Etevaux est un village fortement résidentiel disposant d'un niveau d'équipement limité. Dans ce contexte, l'attractivité du village trouve ses fondements dans la grande qualité de son cadre de vie qui est le produit de la présence d'un petit patrimoine et de paysages de qualité.

■ L'enjeu de la Carte Communale est d'assurer la durabilité de cet équilibre qui préserve Etevaux de la banalisation péri-urbaine qui peu à peu altère la qualité des villages traditionnels.

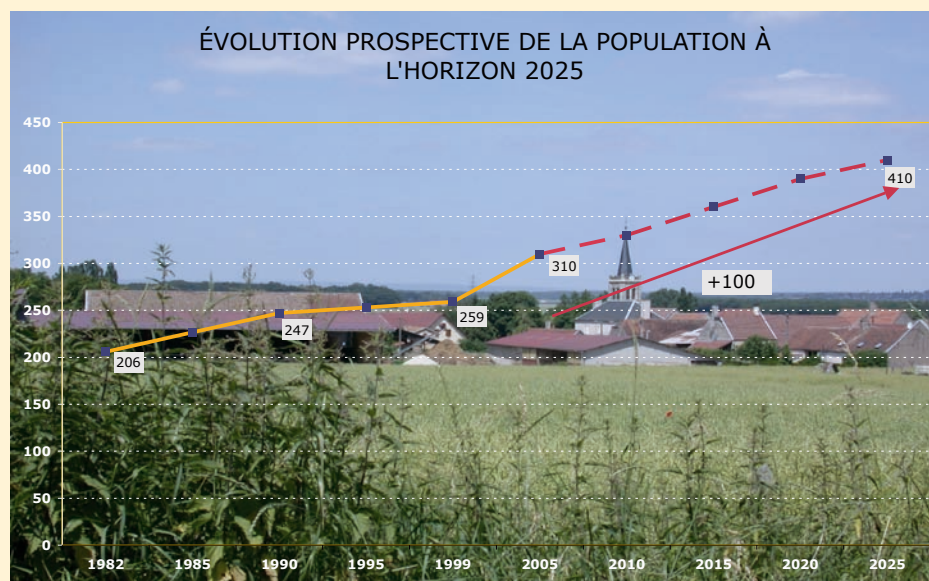


DEUXIÈME PARTIE

PARTI D'AMÉNAGEMENT ET DISPOSITIONS DE LA CARTE COMMUNALE

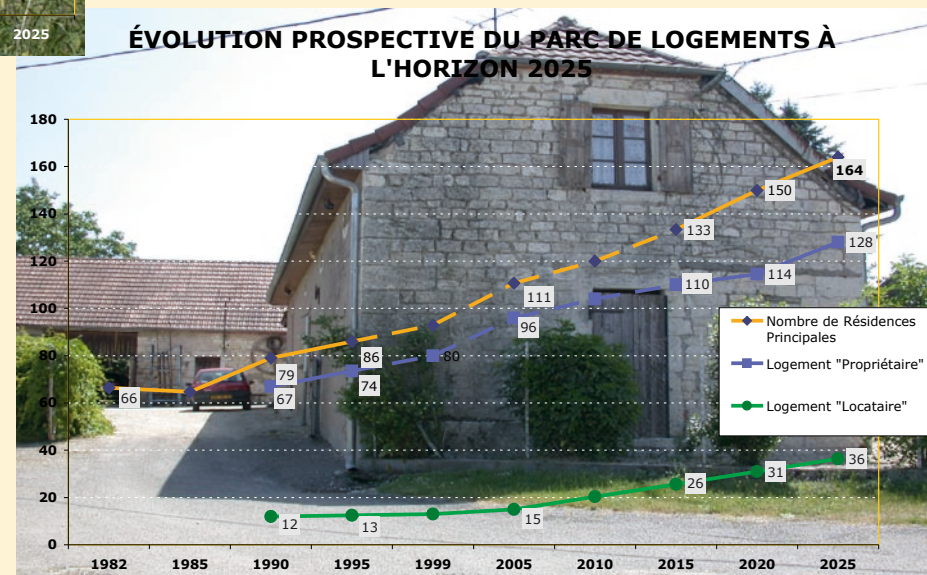


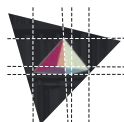
2.1 OBJECTIFS ET JUSTIFICATIONS DES CHOIX D'AMENAGEMENT



Un objectif de population de 410 habitants à l'horizon 2025, garant de la vitalité et du dynamisme communal

Un objectif d'un parc de logements de 50 résidences principales supplémentaires à l'horizon 2025





Ambition n°1 : un objectif de croissance ambitieux et maîtrisé, garante de la vitalité du village

L'ambition de garantir la vitalité d'Etevaux en favorisant un dynamisme démographique et l'animation de la commune : 410 habitants (+100) à l'horizon 2025 implique la construction de 50 logements sur la période

- La croissance démographique des dernières décennies crée une situation de fragilité de la structure par âge de la population d'Etevaux. Cette situation implique l'ambition d'un dynamisme pour garantir l'animation d'une commune tout en évitant que la pression de l'agglomération dijonnaise produise une «sur-croissance» : le Carte Communale vise à agir pour cette vitalité.

- La Carte Communale représente un outil permettant de répondre à un objectif de croissance démographique qui s'appuie sur un renforcement du parc de logements. L'évolution du parc de logements est un moyen essentiel pour garantir l'équilibre de la pyramide des âges. Sur le volume total de logements qui sera produit ces prochaines années, il serait souhaitable qu'une partie soit dans du petit collectif et en location, puisque les jeunes ménages sont de plus en plus amenés à repousser leur projet d'accession à la propriété.

Compte tenu de la diminution de la taille des ménages induite par l'allongement de l'espérance de vie, le chiffre de 50 logements, est nécessaire pour accueillir 100 habitants supplémentaires d'ici 2025, soit un total d'environ 410 habitants.

Ce volume a été calculé en prenant en compte à la fois l'augmentation de population mais aussi la diminution de la taille des ménages. En effet, avec l'allongement de la durée de la vie et la décohabitation, la

taille des ménages diminue de manière structurelle. Cela veut dire que même dans l'hypothèse où il n'y a pas d'augmentation de population, il serait nécessaire de construire environ 25 logements.

Ce phénomène s'ajoute donc aux constructions nécessaires pour accueillir les nouveaux arrivants ; d'ici 2025, la taille des ménages aura fortement diminué et selon les communes, elle se situera davantage autour de 2,5 personnes par foyer que 3.

- Afin de favoriser l'implantation de résidences principales sans étalement, les possibilités d'extension devront être localisées prioritairement dans le tissu bâti actuel ou à proximité immédiate.
- Sur la cinquantaine de résidences principales à produire d'ici 2025, il importe que près de la moitié soit attractive pour les jeunes ménages (maisons en bande, petits collectifs de village, ...). Dans cette logique, 50 résidences principales correspondent à 30 ou 35 unités bâties supplémentaires contenu e la quasi absence de logement vacants.

- **SYNTHÈSE :** la Carte Communale doit calibrer l'offre foncière de manière à permettre la réalisation des logements supplémentaires attendus, ni plus, ni moins. Trop peu d'offre rendrait vain l'objectif, trop d'offre générerait une croissance incontrôlée du village.

STOPPER L'ÉTALEMENT URBAIN

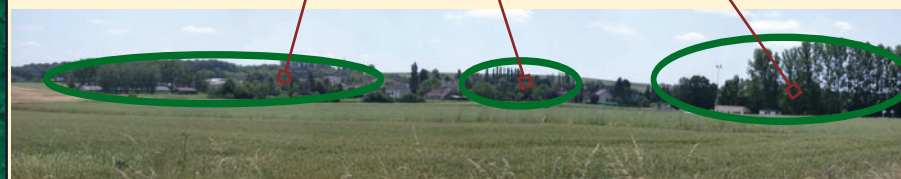
Principe de limitation de l'étalement urbain
et de l'allongement du village le long de la
RD 961 et des autres voies

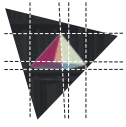


VILLAGE ABRITÉ DERRIÈRE UN ECRAN VÉGÉTAL



Préserver l'interface
paysagère végétale entre un bâti
banal et les espaces naturels





Ambition n°2 : pérenniser l'inscription du village dans son site et de garantir une gestion parcimonieuse de l'espace

L'élaboration de la Carte Communale : la maîtrise du développement du village.

- La Carte Communale représente un outil de maîtrise du développement pour la commune.

L'ambition de vitalité et de dynamisme démographique implique impérativement une maîtrise qualitative de l'urbanisation inhérente à cette ambition. En effet, le premier «capital» d'Etevaux réside dans la qualité paysagère et dans l'inscription du village dans le site.

Le développement futur d'Etevaux implique donc de pérenniser une implantation du bâti qui respecte l'harmonie des entités bâties et leurs relations aux paysages et aux sites; il s'agit là d'un objectif majeur de la Carte Communale.

- L'ambition de concevoir le développement mesuré d'Etevaux implique un équilibre de constructions nouvelles entre les différentes parties du village.

Un choix stratégique de gestion parcimonieuse de l'espace

- Dans ce même objectif, la Carte Communale propose des zones d'extension localisée en prolongement immédiat du tissu bâti actuel, en prenant en compte la forme urbaine à long terme du village. Cet enjeu implique également de centrer l'essentiel des extensions urbaines autour du village d'Etevaux, ceci afin de ne pas fragiliser la relation au site.

- La localisation des zones d'extension devra s'effectuer de manière à ne pas remettre en cause l'identité du site villageois en privilégiant les terrains qui garantissent la meilleure greffe au tissu bâti existant.

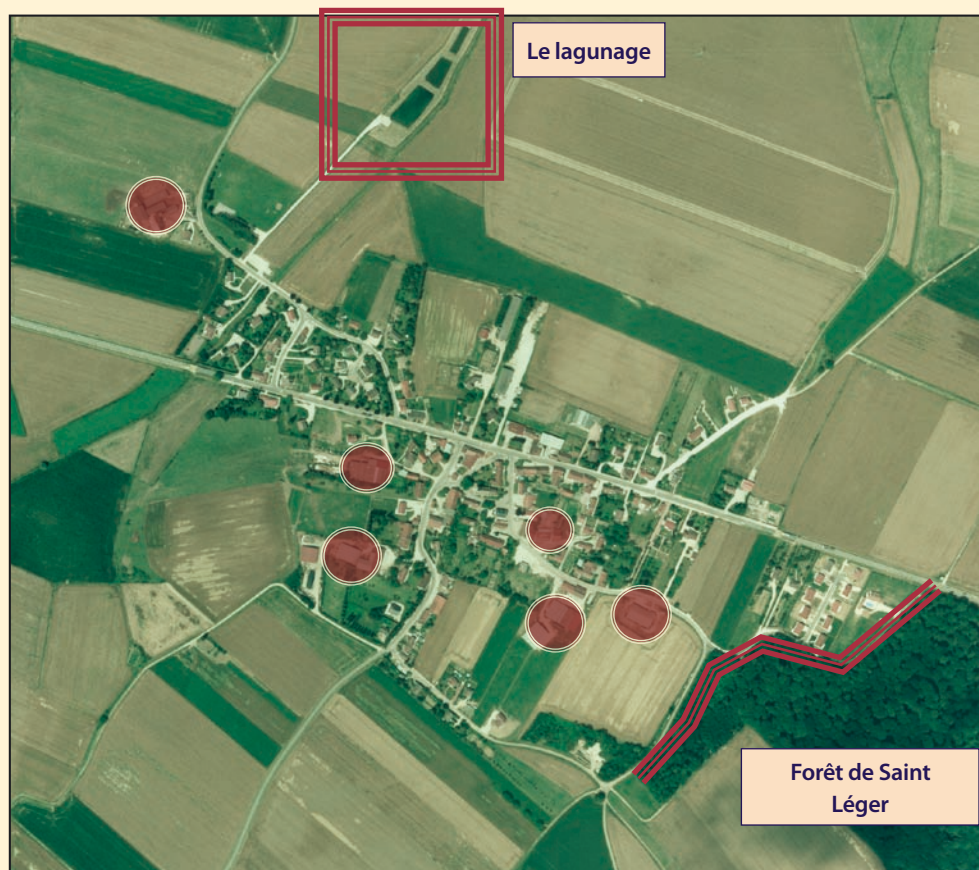
- **SYNTHÈSE** : l'enveloppe urbaine actuelle d'Etevaux recelle un potentiel de densification très important, ce qui implique, eut égard au exigence du code de l'urbanisme et de principes issus du Grenelle de l'Environnement, de limite strictement l'étalement urbain.

Les enjeux de forme urbaine et d'insertion du village dans son site se conjuguent à l'objectif d'une gestion parcimonieuse de l'espace.



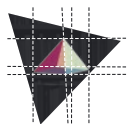
PÉRENNISER LE RÔLE DE L'AGRICULTURE POUR
CONFORTER LE CARACTÈRE RURAL D'ÉTEVAUX

UNE CROISSANCE URBAINE FONDÉE SUR LES
LIGNES DE FORCE DU PAYSAGE



/// Limite d'urbanisation
en raison des
contraintes naturelles et
environnementales

● Exploitations agricoles



Ambition n°3 : garantir un contexte favorable au dynamisme des exploitations agricoles et qui préserve les espaces naturels

L'élaboration de la Carte Communale et la préservation du potentiel agricole du village.

- La Carte Communale se doit de garantir la vocation agricole des espaces ouverts. Elle doit permettre le maintien et le développement des structures agricoles, mais aussi de contribuer au maintien d'un équilibre paysager entre les espaces ouverts et les espaces boisés.

Le développement futur d'Etevaux implique de pérenniser le potentiel agricole de la commune, garant d'une bonne gestion des espaces ouverts.

La gestion des ressources en eau et des risques au service des générations futures

- La problématique des réseaux d'eau et d'assainissement est prise en compte (cf. pages 62 à 67).

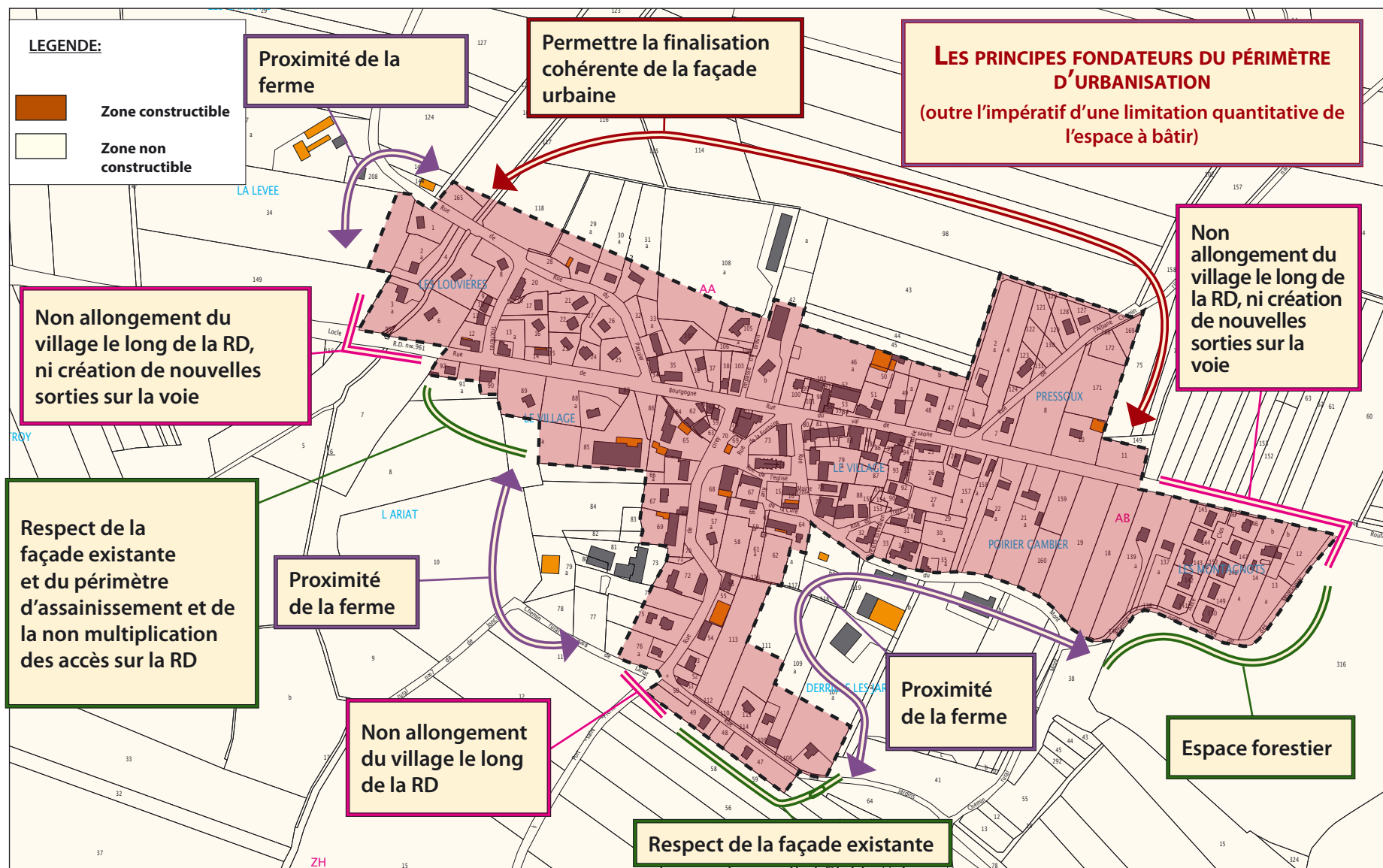
La préservation et la valorisation des espaces naturels sensibles

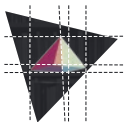
- Sur le territoire de la commune d'Etevaux, les sites naturels sensibles référencés indiquent localement une grande qualité environnementale.

L'une des grandes forces du territoire communal est d'avoir pu concilier jusqu'à aujourd'hui développement urbain et préservation des paysages et des espaces naturels. Il n'en demeure pas moins qu'il existe aujourd'hui de véritables tensions entre ces différents modes d'affectation des sols.

- Afin de sauvegarder la biodiversité d'Etevaux, le Projet de carte Communale définit une zone non constructible de protection garantissant la conservation de certains espaces ayant un rôle de tampon ou/et d'interface entre la zone de promotion de l'urbanisme et les milieux naturels.

- ■ ■ **SYNTHÈSE : la Carte Communale doit limiter strictement les sites d'extension urbaine et veiller à éviter leur chevauchement avec les «périmètres de réciprocité»**





Justification global du périmètre constructible de la Carte Communale

1. Assurer la correspondance entre « croissance urbaine » et « croissance démographique »

La Carte Communale vise la maîtrise de l'urbanisation du village. Elle doit permettre la réalisation d'une cinquantaine de résidences principales nouvelles (soit une trentaine d'unités bâties).

Dans ce but, les 29,8 hectares d'emprise urbaine globale sont très largement proportionnés et constituent une limite haute à ne pas dépasser. **Le périmètre de la carte communale est dessiné pour tenir compte de cet impératif.**

2. Finaliser la cohérence de la forme urbaine

Outre la question de la taille de la zone constructible de la Carte Communale, **le dessin final vise à finaliser la cohérence de la forme urbaine** en un tout bien intégré, relativement bien maîtrisable en terme de réseaux et en respectant la **limitation du volume de « droit à bâtir »**.

3. Respecter strictement les « périmètres de réciprocité » induit par les exploitations agricoles.

Etevaux étant une commune marquée par son agriculture, le dessin de la Carte Communale a pris en compte en lien étroit avec la profession la problématique des « périmètres de réciprocité ». Parmi les éléments déterminants, le devenir des exploitations a été central et a notamment impliqué de se prémunir de la meilleure

manière des conflits de voisinages potentiels.

La Carte Communale et l'urbanisation d'Etevaux

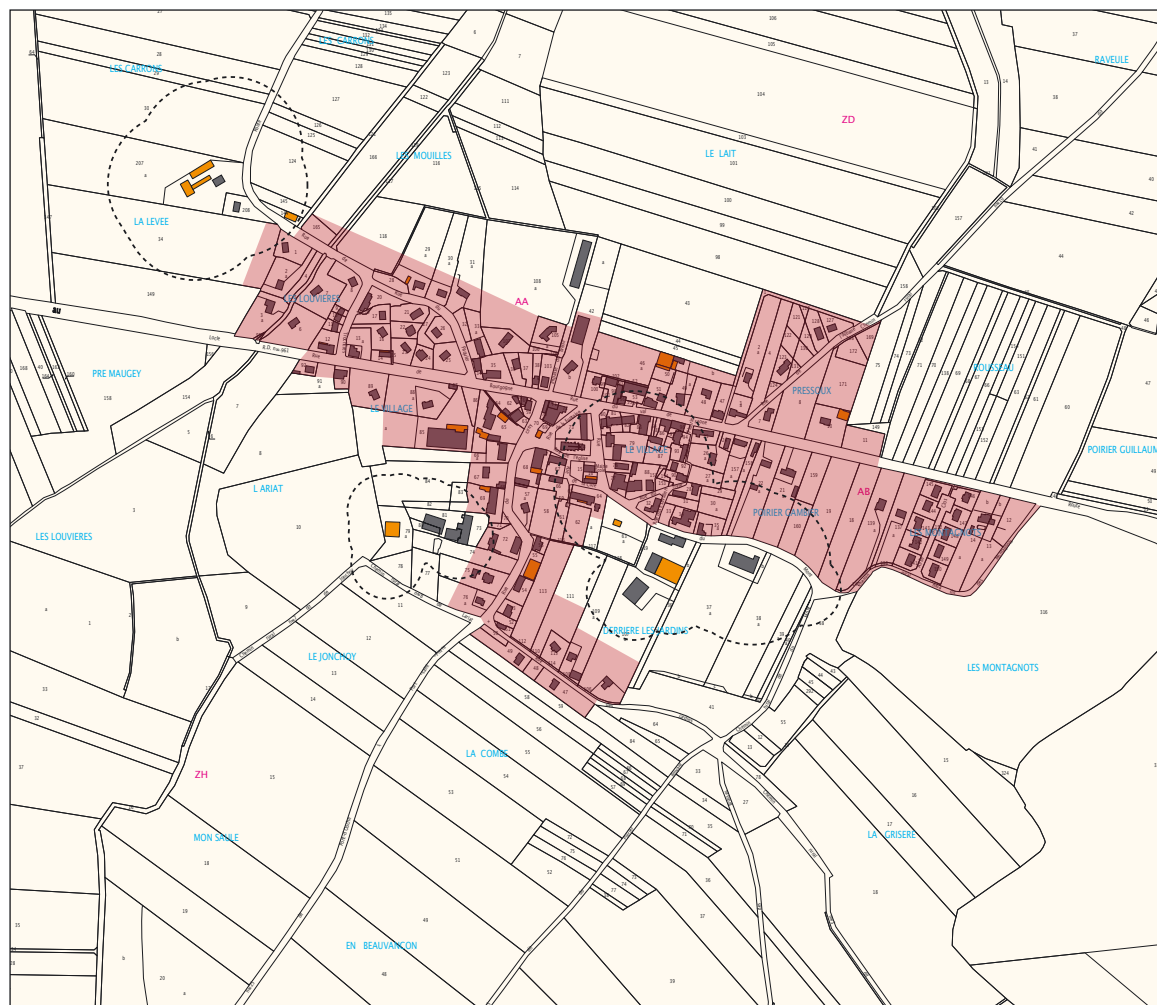
1. L'espace actuellement urbanisé d'Etevaux couvre 24,7 hectares. Les possibilités de densification y sont relativement limitées.
2. Les zones d'extensions urbaines couvrent 5,1 hectares.
3. L'emprise urbaine globale mise en perspective par la Carte Communale couvre donc 29,8 hectares.

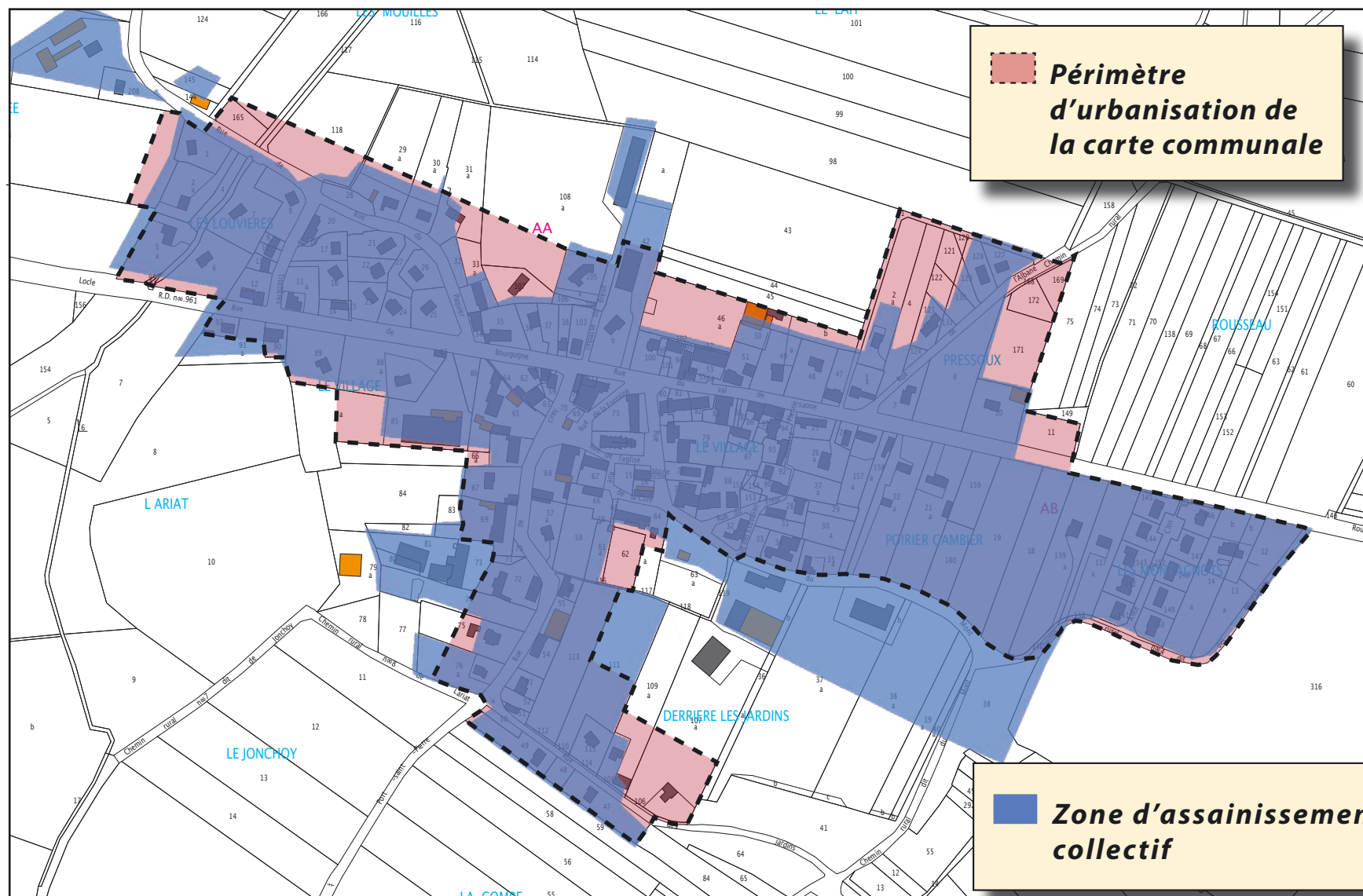
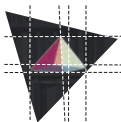
Périmètre de la zone constructible

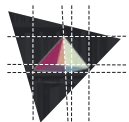
LEGENDE:

 Périmètre de recul
généralisé par les
exploitations agricoles

 Zone constructible

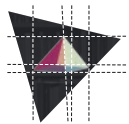




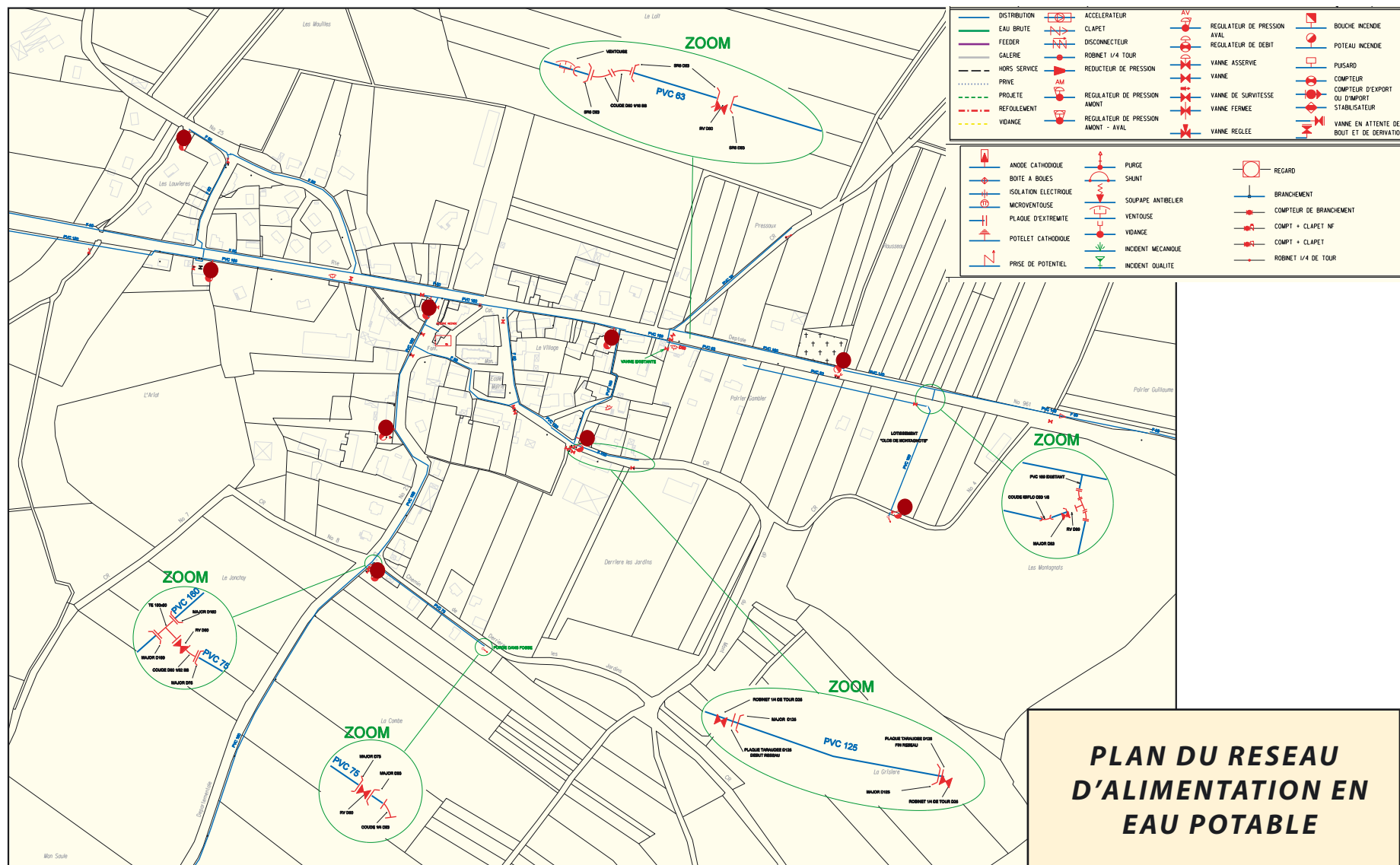


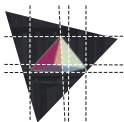
T R O I S I E M E P A R T I E

EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT



3.1 PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT





Eau potable et assainissement

La distribution en eau potable

L'alimentation en eau potable de la commune d'Etevaux est assurée par le SIAEP (Syndicat Intercommunal d'Eau Potable et d'Assainissement) de Magny-Saint-Médard.

Le SIAEP a délégué à la SAUR. Cette entreprise, en tant que délégataire, assure la gestion de l'eau. Dans ce domaine, elle aide les communes à produire et à distribuer en continu une eau de qualité et à entretenir et gérer les réseaux de distribution.

Le réseau communal de distribution permet actuellement une bonne alimentation en eau. Les conduites principales en PVC possèdent un diamètre entre 180 et 160 mm. Sont greffées sur ces conduites diverses canalisation, en PVC ou en fonte, ayant un diamètre qui varie entre 140 et 60 mm.

Neuf poteaux à incendie sont répertoriés sur le territoire communal et couvrent l'ensemble des zones déjà urbanisées.

Le réseau actuel dessert l'ensemble du périmètre d'urbanisation de la carte communale.

La desserte des futures zones d'extensions urbaines





PLAN DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

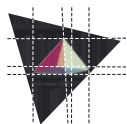
LEGENDE :

- : Regard Ø 1000 équipé tampon fonte articulé sur réseau principal
- : Regard branchement Ø 315 - PVC Ø 125
- : Branchement en attente sans boîte
- : Réseau assainissement PVC Ø 160
- : Refoulement PVC Ø 90 16 bars, PE Ø 32 et TPC Ø 63

Fe : Fil d'eau

NOTA : — Toutes les cotes et altitudes sont en mètres

— Le réseau et les branchements du lotissement "Les Montagnots" non réalisés par entreprise SDAT.



Eau potable et assainissement

La situation du réseau et du Zonage d'Assainissement

La commune gère directement son réseau d'assainissement.

Les zones actuellement urbanisées sont desservies essentiellement par un réseau d'assainissement de type collectif.

Le calibrage des tuyaux, de 160 mm de diamètre en PVC, répond actuellement aux besoins de la population.

Etevaux dispose d'une station d'épuration «propre» implantée sur son territoire. La commune a choisi un système de traitement des eaux qui se fait par lagunage sur une surface de 3600 mètres carrés.

Le lagunage est un procédé d'épuration naturelle qui a pour principe d'utiliser la végétation aquatique comme agent épurateur des eaux polluées. Dans le cas d'Etevaux, l'eau traverse trois bassins successifs où se produit l'oxydation des matières organiques par photosynthèse.

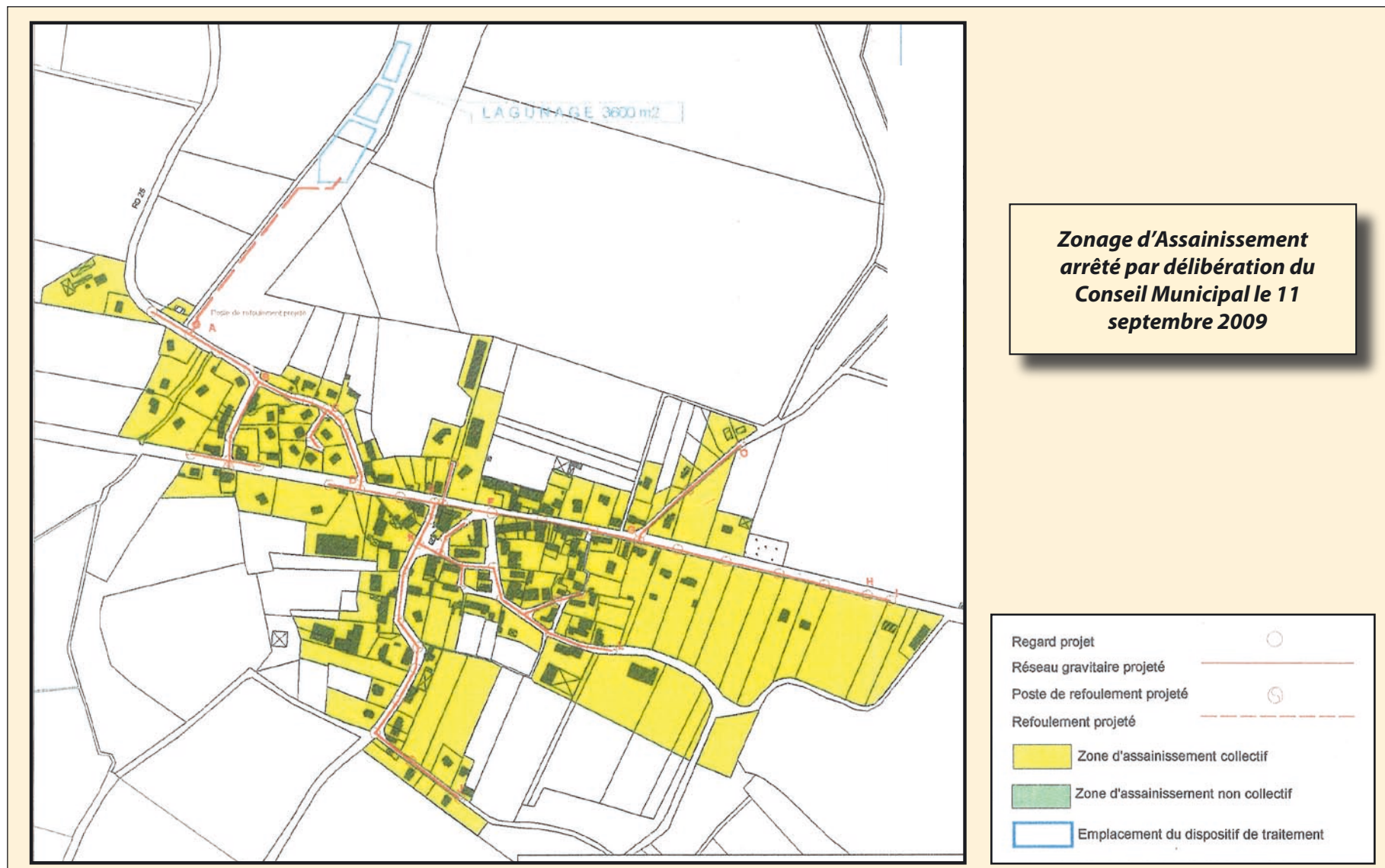
La capacité de la station de lagunage est de 300 EH (Equivalent Habitants). La carte communale, bien que réduisant strictement le potentiel de construction qu'induirait la poursuite de

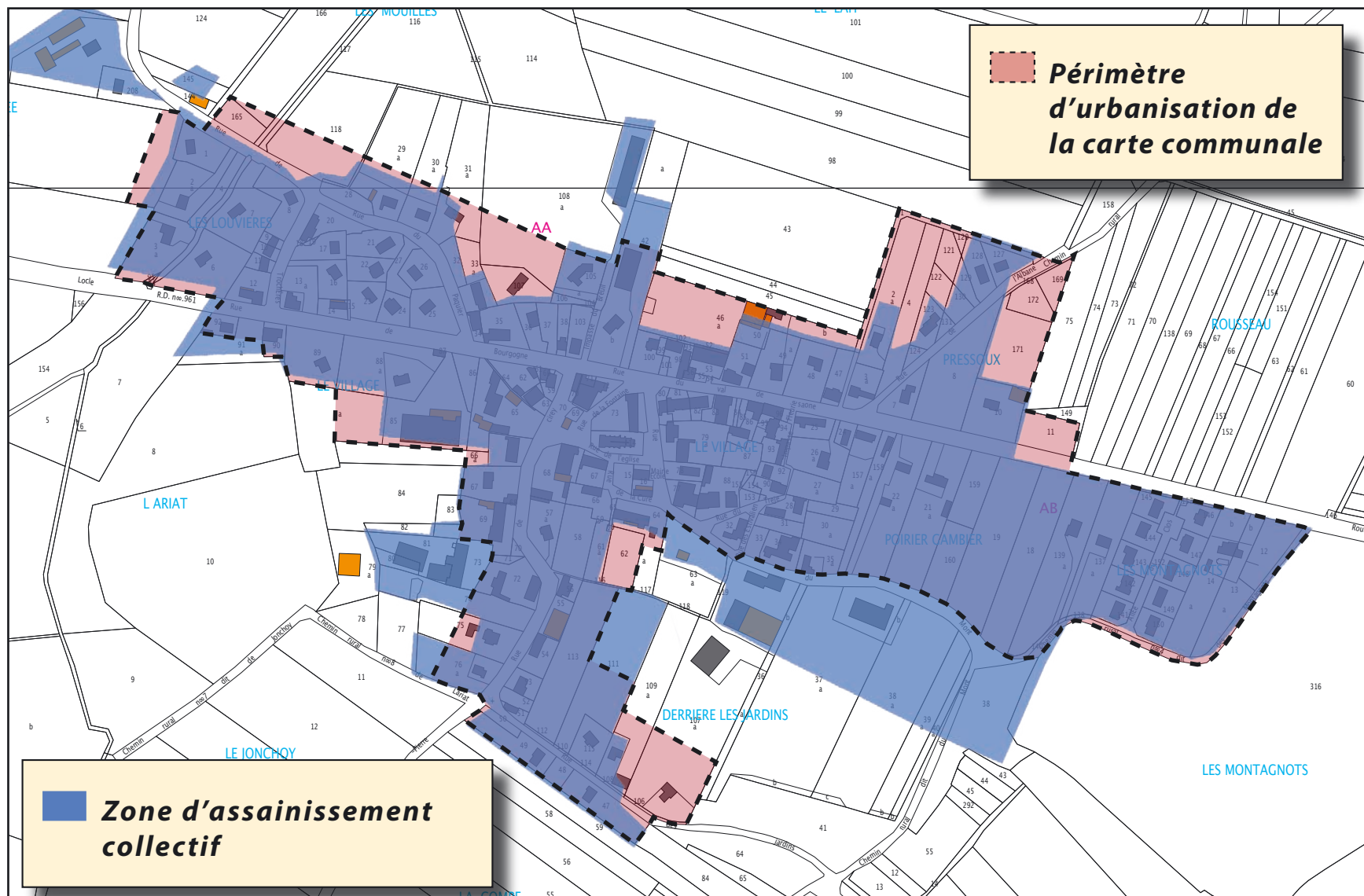
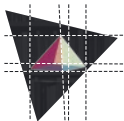
l'application du RNU, vise à permettre une population de 410 habitants d'ici 2025.

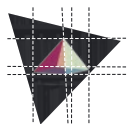
Ainsi, si le réseau d'assainissement actuel donne satisfaction et laisse des marges, il importe de prévoir à terme une extension de la station de lagunage pour absorber l'augmentation des volumes à traiter induit par l'urbanisation future.

La commune d'Etevaux a défini son Zonage d'Assainissement par délibération du Conseil Municipal du 11 septembre 2009 (voir carte page 66).

L'essentiel de la zone constructible de la «Carte Communale» est couverte par le «Zonage d'Assainissement». Seuls un ensemble de secteurs (voir carte page 67) devront, pour des raisons gravitaires, disposer d'un assainissement individuel.







Effet de la mise en oeuvre de la Carte Communale sur le site et l'environnement

L'air

L'accueil prévisible d'une nouvelle population va donner lieu à des migrations quotidiennes supplémentaires vers les pôles d'emplois comme la région dijonnaise. Etevaux, village essentiellement résidentiel ne proposant pas d'emploi sur place, verra ses nouveaux arrivants utiliser leur véhicule pour se rendre à leur travail, en raison également d'un réseau de transport en commun insuffisamment développé.


L'évolution inscrite à la Carte Communale, sur la base prospective 2025, mentionne 50 habitations supplémentaires. En tenant compte du taux de motorisation des ménages croissant, on parviendrait à 100 véhicules supplémentaires. Mais en prenant en compte le phénomène de décohabitation et l'installation dans les zones constructibles de personnes vivant déjà à Etevaux, on peut raisonnablement penser que l'augmentation d'ici 20 ans sera davantage proche de 75 véhicules.


Etevaux a fait le choix de ne pas inscrire de zone d'activités à sa carte communale.


Avec les évolutions positives dans le domaine des énergies renouvelables et de l'isolation des constructions, on peut également s'attendre à des gains énergétiques et environnementaux dans le domaine du chauffage, ce qui contribue également à une amélioration général de l'air, à une échelle beaucoup plus large que Etevaux.

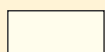
Périmètre de la zone constructible

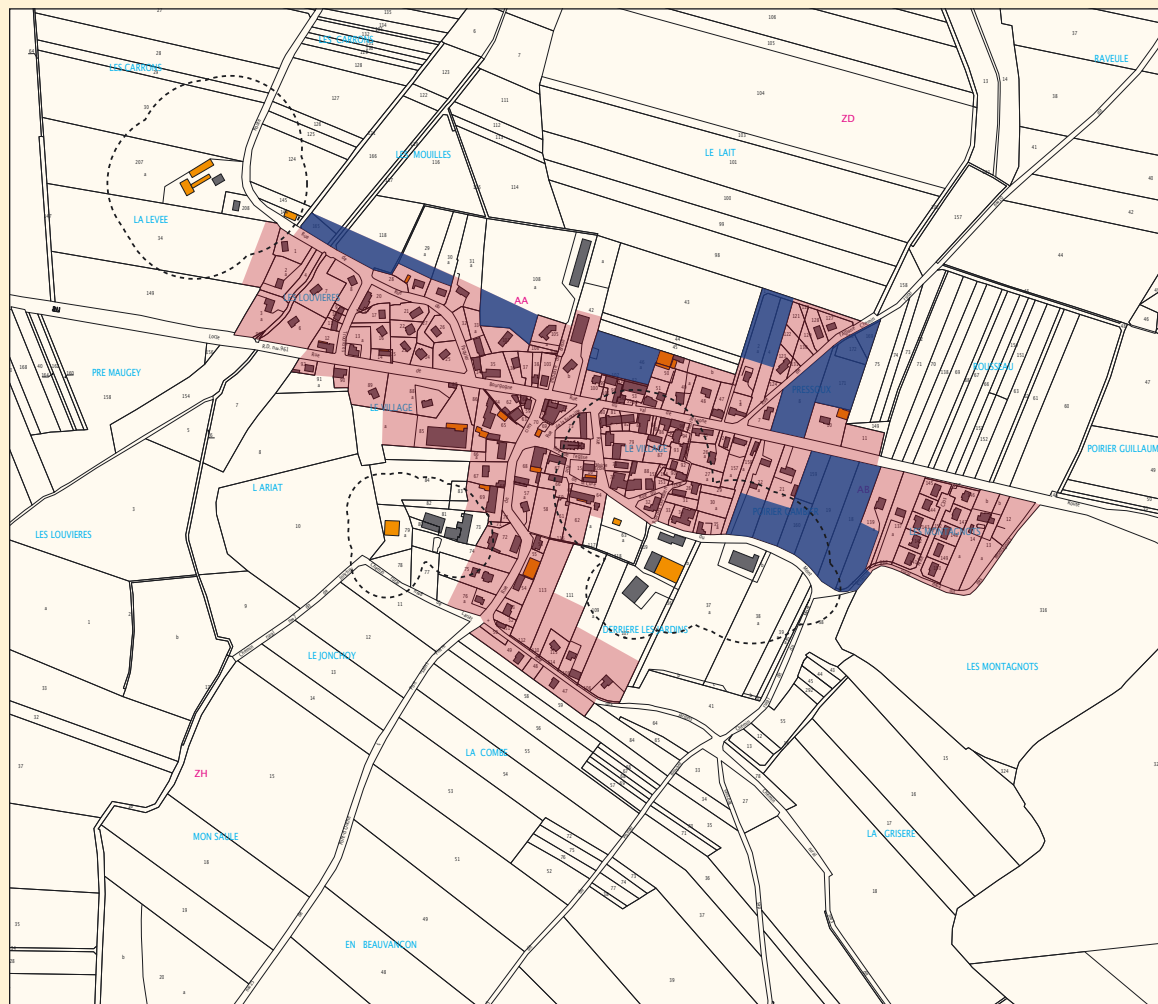
LEGENDE:

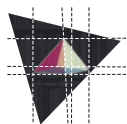
 Périmètre de recul
généralisé par les
exploitations agricoles

 Zone constructible

 Zone constructible
représentant
l'extension urbaine

 Zone non constructible





Prise en compte des préoccupations environnementales

IMPACT SUR LES MILIEUX NATURELS

En terme de consommation d'espace, Etevaux a fait le choix d'une croissance qui au final reste raisonnable compte tenu de la pression foncière que connaît cette région.

La commune souhaite à la fois encourager le comblement des dents creuses dans son espace bâti, mais également mettre en place les conditions d'un aménagement cohérent en évitant le mitage et un urbanisme plus anarchique.

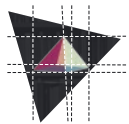
Ces secteurs sont situés sur des terres agricoles. Au regard de la superficie des terrains dédiés à l'agriculture, l'«artificialisation» du territoire communal est limitée.

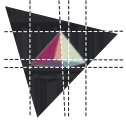
Ces terres ne présentent pas de spécificités environnementales particulières. Les populations animales qui y vivent sont celles traditionnellement recensées dans ces espaces, à savoir des rongeurs principalement. Si leur milieu va être bouleversé ponctuellement, les espaces proches offrent des caractéristiques similaires pour une ré-installation. Ils trouveront en effet refuge dans les milieux périphériques qui resteront vierges.

Il est de plus important de noter qu'aucune protection particulière ne classe ces espaces comme des milieux remarquables. Il n'y a de plus pas d'intérêt floristique.

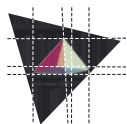
La Carte Communale et l'urbanisation d'Etevaux

1. L'espace actuellement urbanisé d'Etevaux couvre 24,7 hectares. Les possibilités de densification y sont relativement importantes si l'on omet la problématique de la rétention foncière.
2. Les zones d'extensions urbaines couvrent 5,1 hectares.
3. L'emprise urbaine globale mise en perspective par la Carte Communale couvre donc 29,8 hectares.





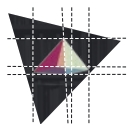
3.2 MESURES PRISES POUR LA PRESERVATION ET LA MISE EN VALEUR DES SITES ET DE L'ENVIRONNEMENT



Mesures prises en compte pour la préservation et la mise en valeur des sites

Objet	Dispositions de la Carte Communale
Espaces Naturels	<ul style="list-style-type: none">- Préservation sans condition de l'espace naturel- Préservation de l'ensemble des potentialités floristiques, faunistiques- Conservation du potentiel agronomique de l'espace agricole
Nuisances et contraintes	<ul style="list-style-type: none">- Protection de la ressource en eau par l'interdiction de toute occupation au sol susceptible de porter atteinte aux eaux souterraines et superficielles en zones agricole et naturelle
Paysage	<ul style="list-style-type: none">- Inscription de zones agricoles et naturelles inconstructibles

Objet	Dispositions de la Carte Communale
Transport	<ul style="list-style-type: none">- Choix d'urbanisation : ne pas étendre le village- Choix d'une croissance raisonnée de la population, en raison, entre autres, de l'absence de structure de transport en commun performante, pour ne pas accroître de façon trop importante les déplacements automobiles à l'échelle du bassin de vie



Q U A T R I E M E P A R T I E

JUSTIFICATION PAR RAPPORT AUX CONTRAINTES SUPRA-COMMUNALES

Les contraintes supra-communales portées à la connaissance de la commune d'Etevaux par le Préfet du Département de Côte d'Or, en application de l'article R.121-1 du Code de l'Urbanisme se composent :

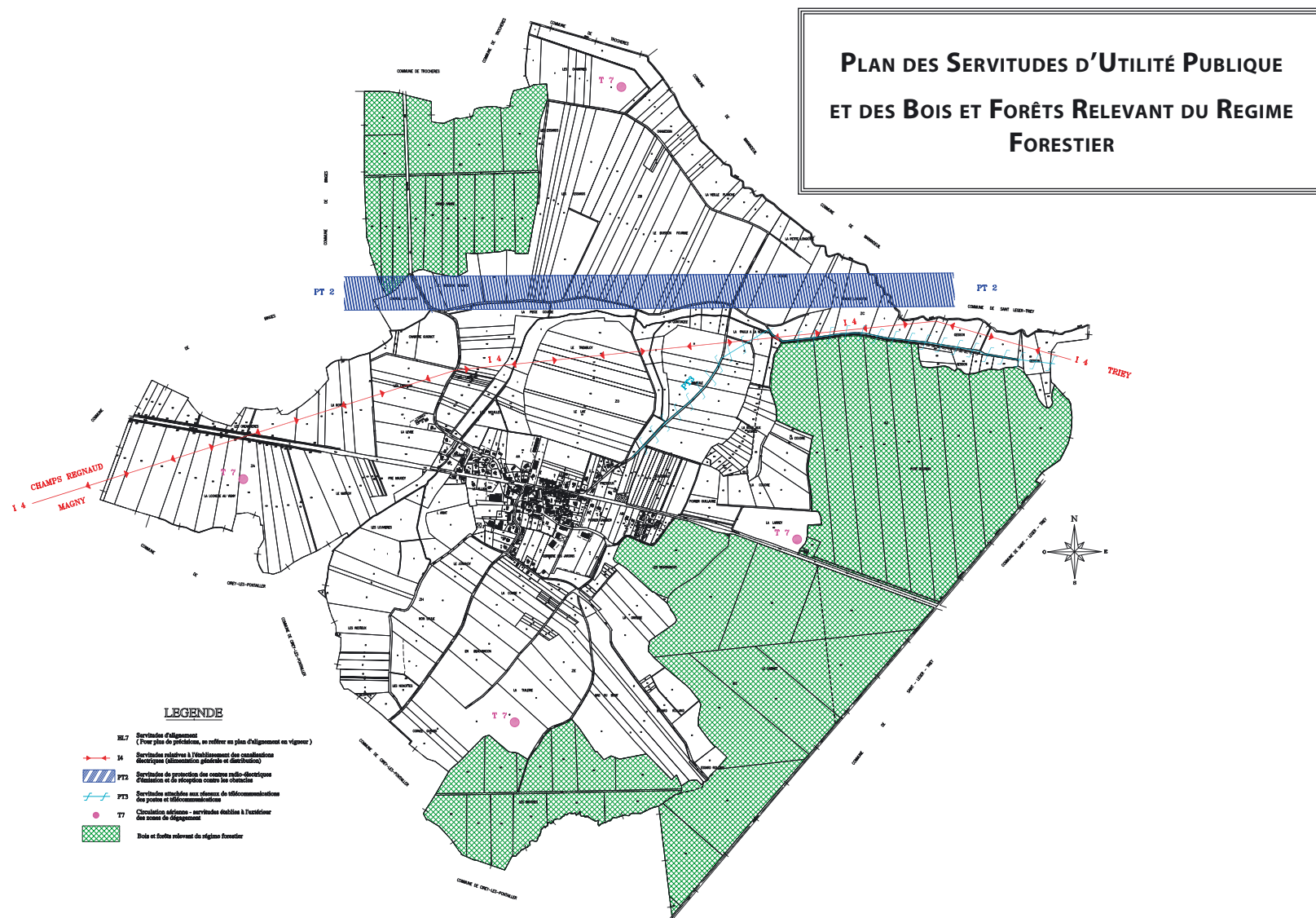
- des servitudes d'utilité publique,

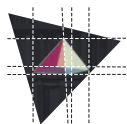
Elles ne comportent aucun Projet d'Intérêt Général au sens de l'article L.121-9 du Code de l'Urbanisme.

Par ailleurs, certaines informations ont été communiquées dans le cadre de cette consultation.

Ces compléments d'informations apportés concernent :

- la prise en compte des autres prescriptions nationales ;
- les sites archéologiques ;
- le Plan d'Exposition au Plomb.





III. 1 RESPECT DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Le Carte Communale d'Etevaux a été élaborée dans le respect des servitudes d'utilité publique.

En application des dispositions des articles L. 126-1 et R. 123-14 du Code de l'Urbanisme, le dossier de P.L.U. doit comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, servitudes dont la liste a été dressée par le décret en Conseil d'Etat n° 77-861 du 26 juillet 1977 (article R. 126-1 du Code de l'Urbanisme).

C'est seulement à cette condition qu'elles peuvent être opposées aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

Ce tableau des servitudes d'utilité publique constitue essentiellement un document de référence qui permet, lorsqu'une plus grande précision est nécessaire, de consulter le service compétent et d'examiner l'acte institutif de la servitude.

En ce qui concerne la commune d'Etevaux, ces servitudes sont les suivantes :

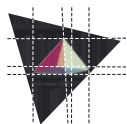
EL7 Servitudes d'alignement.

I4 Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.

PT2 Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat.

PT3 Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques.

T7 Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.



III. 2 - PRISE EN COMPTE DES AUTRES PRESCRIPTIONS NATIONALES

1) Loi sur l'air

La Loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie a inscrit les impératifs de lutte contre la pollution atmosphérique parmi les objectifs des politiques d'aménagement. Ainsi, la carte Communale doit déterminer les conditions permettant de maîtriser les besoins de déplacements et de prévenir les pollutions de toute nature.

En favorisant l'implantation de constructions neuves dans le tissu bâti actuel ou à proximité immédiate de celui-ci, la Carte Communale d'Etevaux renforce le caractère compact du village et intègre ainsi le souci de limitation des déplacements.

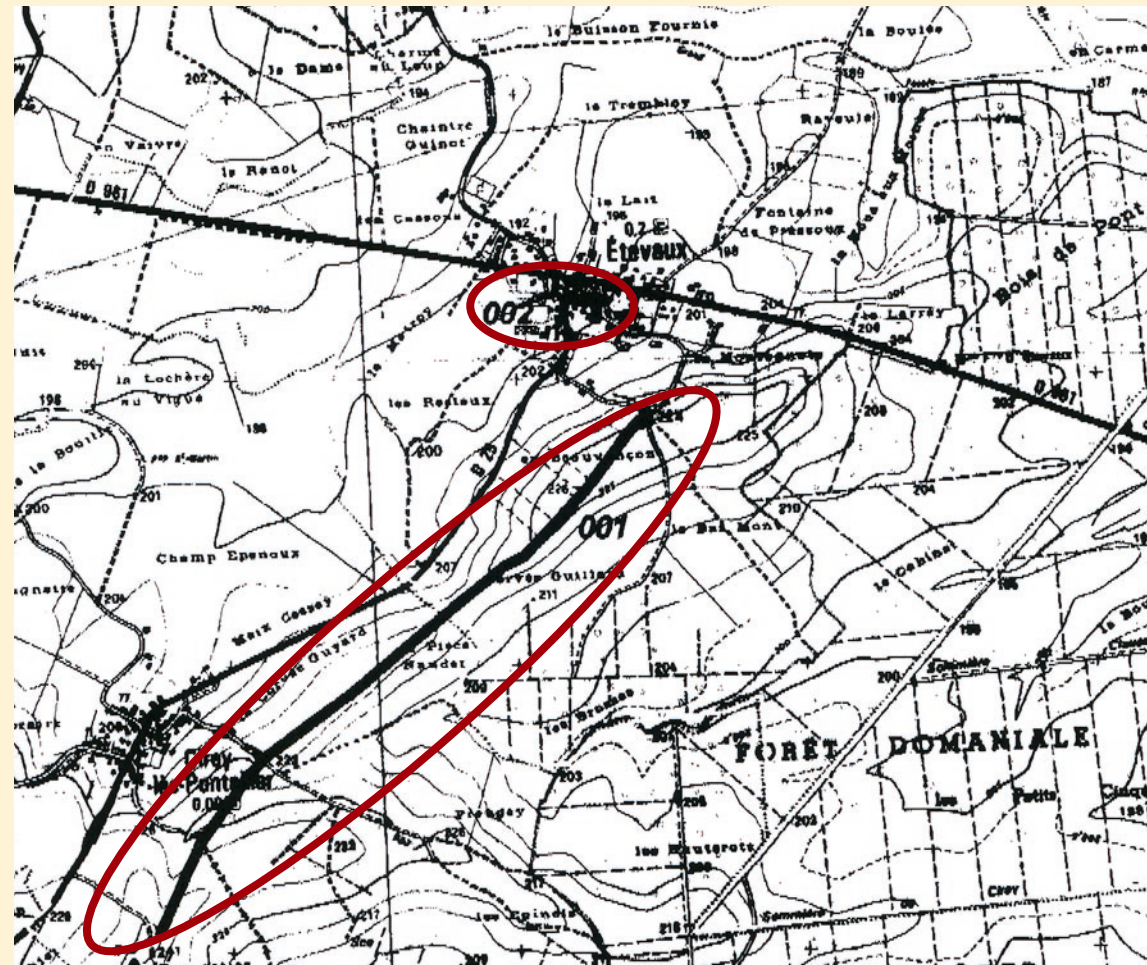
2) Loi sur l'eau

La Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 dite «Loi sur l'eau» et son décret d'application n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées imposent aux communes de délimiter sur leur territoire quatre types de zones :

- les zones d'assainissement collectif
- les zones d'assainissement non-collectif

Le réseau de collecte des eaux usées d'Etevaux (cf. pièce n°4.1 du présent dossier) couvre l'ensemble de la zone bâti actuelle. Le Carte Communale prévoit son extension sur l'ensemble des extensions urbaines du PLU dès leur mise en oeuvre.

Le contexte archéologique

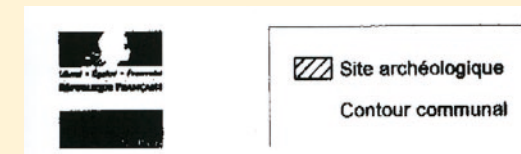


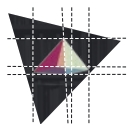
Les sites archéologiques

Liste des sites archéologiques d'Etevaux :

- n°001 : «En Beauvançon, Corvée Guillard», la photographie aérienne révèle une voie correspondant peut-être à la voie gallo-romaine, signalée par Denisot au XIXème siècle ;
- n°002 : «Bourg», église du Bas Moyen Age, probablement entourée d'un cimetière.

Source :





III. 3 - UNE CARTE COMMUNALE QUI RESPECTE LES CONTRAINTES SUPRA-COMMUNALES

Le potentiel archéologique d'Etevaux

La commune d'Etevaux est concernée par un **périmètre archéologique**, défini par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) de Bourgogne, par le Service Régional de l'Archéologie.

CODE DE L'URBANISME

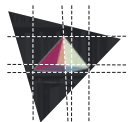
Article R111-3-2

« Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques. »

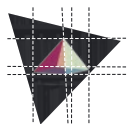
Le Plan d'Exposition au Plomb

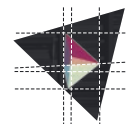
Par arrêté préfectoral du 12 mars 2004, l'ensemble du département de la Côte d'Or a été classé en zone à risque d'exposition au plomb.

La référence à l'arrêté préfectoral du 12/03/04 est annexée au présent document.



A N N E X E





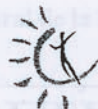
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR

direction
départementale
de l'Équipement
Côte d'Or



Service habitat ville
lutte contre les
exclusions



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DE CÔTE D'OR

Santé Environnement

ARRETE DDASS /DDE

n° 04.80

du

12 MARS 2004

LE PREFET DE LA REGION BOURGOGNE
PREFET DE LA COTE D'OR

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions et plus particulièrement son article 123 ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 1331-5 et R 32-8 à R 32-12 ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment son article R 123-19 ;

VU le Décret n° 99-484 du 9 juin 1999 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues à l'article L 1331-5 du Code de la Santé Publique et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 fixant le modèle de la note d'information à joindre à un état des risques d'accessibilité au plomb révélant la présence de revêtements contenant du plomb pris pour l'application de l'article R 32-12 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire DGS/VS3 n° 99/533 et UHC/QC/ 18 n° 99-58 du 30 août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence sur le saturnisme ;

VU la circulaire DGS/SD7C n° 2001-27 et UHC/QC/ 1 n° 2001-1 du 16 janvier 2001 relative aux états des risques d'accessibilité au plomb réalisés en application de l'article L. 1334-5 de la loi du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;

VU la circulaire DGS/2004/55 et 2004-10/UHC/QC/6 du 10 Février 2004 relative aux appareils portables à fluorescence X utilisés pour la détection du plomb dans les peintures

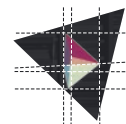
VU l'avis du Conseil Municipal de chaque commune du département de la Côte d'Or ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 16 décembre 2003 ;

CONSIDERANT que le plomb est un toxique dangereux pour la santé publique et notamment pour celle des jeunes enfants ;

CONSIDERANT que l'emploi des peintures ou de revêtements contenant du plomb a été largement utilisé dans le bâtiment jusqu'en 1948 ;

.../...



CONSIDERANT, dès lors, que tout immeuble construit avant 1948 présente un risque potentiel d'exposition au plomb pour les occupants ;

CONSIDERANT qu'en Côte d'Or, la presque moitié des logements datent d'avant 1948 et que leur répartition géographique se fait sur l'ensemble du département ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Côte d'Or ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

L'ensemble du département de la Côte d'Or est classé zone à risque d'exposition au plomb.

ARTICLE 2

Un état des risques d'accessibilité au plomb est annexé à tout avant-contrat notamment compromis, promesse de vente, promesse unilatérale de vente ou d'achat, et à tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1^{er} janvier 1948. Cet état doit avoir été établi depuis moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat ou de contrat susvisé.

ARTICLE 3

Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être stipulée à raison des vices constitués par l'accessibilité au plomb si l'état des risques n'est pas annexé aux actes susvisés.

ARTICLE 4

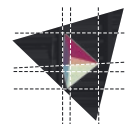
Cet état des risques est dressé par un contrôleur technique agréé au sens de l'article L 111-25 du Code de la Construction et de l'Habitation ou par un technicien de la construction qualifié ayant contracté une assurance professionnelle pour ce type de mission. Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclusives de toute activité d'entretien ou de réparation de cet immeuble. Le technicien devra être indépendant vis à vis de la vente immobilière.

ARTICLE 5

Cet état des risques doit être réalisé selon la méthodologie définie par la circulaires DGS/SD7C n° 2001-27 et UHC/QC/1 n° 2001-1 du 16 janvier 2001 relative aux états des risques d'accessibilité au plomb réalisés en application de l'article L 1334-5 de la loi du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions et la circulaire DGS/2004/55 et 2004-10/UHC/QC/6 du 10 Février 2004 relative aux appareils portables à fluorescence X utilisés pour la détection du plomb dans les peintures (voir en annexe). L'Etat des risques indiquera la nature des revêtements.

ARTICLE 6

Lorsque l'état des risques révèle la présence de revêtements contenant du plomb au delà du seuil réglementaire, il lui est annexé une note d'information à destination du propriétaire, conforme au modèle pris par arrêté ministériel du 12 juillet 1999 (voir en annexe II de l'annexe susvisée).

**ARTICLE 7**

L'état des risques, incluant la note d'information, est communiqué par le propriétaire aux occupants de l'immeuble (ou de la partie d'immeuble concerné) ainsi qu'à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans cet immeuble (ou partie d'immeuble).

En outre, cet état des risques est tenu par le propriétaire à disposition des agents ou services mentionnés à l'article L 1421-1 du Code de la Santé Publique ainsi que, le cas échéant, aux inspecteurs du travail et aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale.

ARTICLE 8

Lorsque l'état des risques annexé à l'acte authentique qui réalise ou constate la vente, révèle une accessibilité au plomb, le vendeur ou son mandataire informe le Préfet en transmettant, sans délai, une copie de cet état au Préfet - Direction départementale de l'Equipeement - service Habitat-Ville.

ARTICLE 9

Le présent arrêté prendra effet à compter du 3 mai 2004 pour les avant-contrats et les actes notariés non précédés d'un avant-contrat.

Les actes notariés signés dans les deux mois de la date d'effet de l'arrêté (jusqu'au 2 juillet 2004) et ayant fait l'objet d'un avant-contrat signé avant le 3 mai 2004 sont exonérés de la production de l'état des risques d'accessibilité au plomb.

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de chaque commune du département pendant un mois. Le début d'affichage en mairie se fera avant le 3 avril 2004. Un certificat d'affichage sera adressé par le maire au Préfet (Direction départementale des Affaires Sanitaires et Sociales).

ARTICLE 10

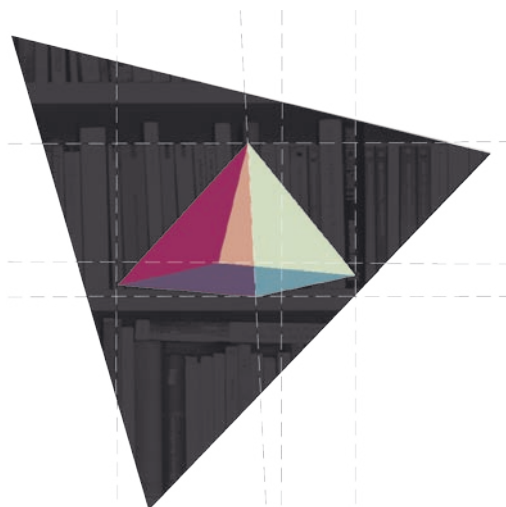
M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte d'Or, M. les Sous-Préfets des arrondissements de MONTBARD et BEAUNE, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Equipeement, Mme et M. les Maires de la Côte d'Or, Messieurs les notaires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, et dont copie sera adressée au Conseil Supérieur du Notariat, à la Chambre Départementale des Notaires ainsi qu'aux barreaux constitués près des Tribunaux de Grande Instance du département de Côte d'Or.

DIJON, le 12 MARS 2004

LE PRÉFET,

Daniel CADOUX





 **PYRAMIDE CONSULTANT**  **129 RUE DE LA GANZAU**  **67100 STRASBOURG** 
TEL  **03 88 40 28 55**  **info@pyramide-consultant.com**  **WWW.PYRAMIDE-CONSULTANT.COM**